
*Romain Cuttat**

Albert Gallatin : la sagesse de l'argentier

« Genève ne doit point l'ignorer. Elle peut d'autant plus librement s'enorgueillir des triomphes de ce fils illustre, qu'elle n'eut jamais de fils moins ingrat¹ ».

William E. Rappard

A la mémoire de Victor Monnier

Introduction

Au nombre des expatriés suisses ayant posé pied sur le continent américain, peu se sont notablement illustrés sur la scène politique et moins encore ont embrassé avec succès une carrière d'homme d'Etat. Si, au XVIII^e siècle, Genève exporte ses talents jusqu'en Amérique, tels Augustin Prevost (1723-1786) et son fils Sir George Prevost (1767-1816), ou dans une autre mesure le père Louis-François Babel (1826-1912), leurs renommées demeurent somme toute bien relatives à celle d'Albert Gallatin (1761-1849). Car celui qui est considéré comme « le plus célèbre et

* Assistant-doctorant, Département d'histoire du droit et des doctrines juridiques et politiques, Université de Genève.

1 RAPPARD, William Emmanuel, *Albert Gallatin, citoyen de Genève, ministre des Etats-Unis*, in « Bulletin de l'Institut national genevois », Genève, tome XLII, 1917, p. 11.

le plus influent des émigrants suisses aux Etats-Unis² » compte à certains égards comme l'un des pères spirituels de la République nouvelle. Rares donc sont les hommes d'Etat suisses à avoir joui en terres étrangères d'une aura si notable, à l'exception sans doute de Jacques Necker (1732-1804) ou Alfred Ilg (1854-1916). Sans s'y méprendre, Albert Gallatin a substantiellement concouru à l'édifice structurel de la République américaine. Si Gallatin fait assurément figure d'exception, la place que lui réserve aujourd'hui encore notre littérature nationale³ souffre pourtant d'une ostensible lacune, au point que l'évocation de son nom s'avère inversement proportionnelle à son influence jadis exercée. Aucune biographie ou ouvrage majeur francophones ne rivalisent en effet face à l'abondante littérature anglophone, dont l'imposante biographie du célèbre historien Henry Adams⁴, puis celle de Raymond Jr. Walker⁵, constituent des références aussi sérieuses qu'incontournables⁶. Or au moment d'exposer les réalisations de « ce grand Genevois⁷ », notre dessein ne saurait prétendre à l'exhaustivité d'une étude, mais envisage plus exactement d'exposer la principale teneur de ses réalisations. Tout au plus suggéra-t-on que d'aucuns s'attèlent à combler une ellipse qui trop facilement perdue dans le réflexe généalogique de l'Amérique. Ainsi nous sommes-nous engagés sur la voie du récit personnalisé – sorte d'histoire dans l'Histoire – ne

2 HUTSON, James, *The sister Republics, La Suisse et les Etats-Unis de 1776 à nos jours*, Berne, Staempfli, 1992, p. 37.

3 BLONDEL, Catherine, *Albert Gallatin (1761-1849) citoyen à Genève, homme d'Etat américain et ses correspondants genevois : étude de la période révolutionnaire, 1789-1798*, Mémoire de licence, Faculté des Lettres, Genève, 1984; BOVAY, Henry E., *Albert Gallatin, un ouvrage de référence*, Clarens-Montreux, éd. H. E. Bovay, 1999 (documentation sur Albert Gallatin); DE TSCHARNER, Bénédict, *Albert Gallatin (1761-1849), Genevois au service des Etats-Unis d'Amérique*, Gollion, Infolio & Penthes, 2008.

4 ADAMS, Henry, *The life of Albert Gallatin*, Philadelphia/London, J. B. Lippincott & Co, 1879; rep. New York, Peter Smith, 1943.

5 WALTERS, Raymond Jr., *Albert Gallatin : Jeffersonian Financier and Diplomat*, New York, Macmillan Company, 1957.

6 Relevons par ailleurs que si les papiers ou autres correspondances sont demeurés propriété exclusive de la *New York Historical Society* et de la *Library of Congress* à Washington, Henry Adams a retranscrit l'originalité des correspondances (anglaises et françaises) de Gallatin; *The Writings of Albert Gallatin*, ed. Henry Adams, 3 vols., New York, Antiquarian Press LTD, 1960.

7 RAPPARD, William Emmanuel, *op. cit.*, p. 5.

serait-ce parce qu'un examen biographique s'avère, par certains côtés du moins, un prétexte bien commode à déchiffrer les facettes d'une période, un peu comme si le particulier s'identifiait au général. Contexte assurément foisonnant et captivant de l'histoire américaine qu'il coïncide à une véritable émulation nationale et voit entre autres poindre les incessantes oppositions entre fédéralistes et anti-fédéralistes, la défense des droits individuels, les conflits avec la Grande-Bretagne, les tumultes liés à une conjoncture financière fluctuante, la conquête de l'Ouest, sans oublier l'essor du libéralisme ou encore les agitations provoquées par la révolution industrielle. Homme dont on sait la carrière et l'engagement, William E. Rappard érigea Gallatin en véritable « ministre de paix⁸ » et en acteur majeur de la Genève internationale, jusqu'à suggérer, en guise de reconnaissance suprême, l'érection d'un monument célébrant sa gloire (ce alors même qu'aucune contribution significative ne peut véritablement être mise au compte de sa ville natale). Tout à la fois entrepreneur, politicien, gestionnaire, Secrétaire du Trésor, diplomate, banquier et enfin ethnologue, l'exilé genevois convoque une richesse de compétences qui conjoint le sens du pragmatisme à l'engouement démocratique. Dans sa narration même, la vie de Gallatin transpire le romanesque, tant dans une Amérique postrévolutionnaire la survenance de chaque péripétie s'enrobe d'une formidable acuité. Et qu'est-ce qu'un grand homme précisément⁹? sinon l'adéquation d'une force de tempérament avec les ébullitions momentanées. Si « un grand homme n'est que l'expression de son siècle et de son pays¹⁰ », Gallatin sait faire face, qui plus est au cœur d'un intervalle politique et économique bouillonnant d'incertitude, où l'effraction de chaque événement équivaut à un presque défi permanent. Son obsessionnel engagement à la réduction de

8 RAPPARD, William Emmanuel, *ibid.*, p. 27.

9 « A great man », in DUNGAN, Nicholas, *Gallatin : American's Swiss Founding Father*, New York & London, New York University Press, 2010, p. 167.

10 LABOULAY, Edouard, *Histoire des Etats-Unis, La guerre d'Indépendance, 1763-1782*, Paris, Charpentier, 1867, p. 349.

la dette, son sens de la mesure, sa diplomatique hardiesse à parachever les négociations lors de la crise du Whiskey de 1792-1794 comme au cours de la conclusion du Traité de Gand de 1813-1814, éprouvent autant la supériorité de ses talents¹¹ que la singularité de son caractère.

Les prémisses d'une ascension

Aux origines du nom « Gallatin », un récit plus allégorique que foncièrement rigoureux, projette les descendants vers une première affiliation censée remonter à un certain A. Atilius Callatinus¹² (consul romain du V^e siècle avant J.-C.). Dans sa thèse qu'il consacre à Gallatin, l'universitaire américain Edwin G. Burrows prête des attaches généalogiques issues de la noblesse italienne¹³. Une chose demeure pourtant certaine, les Gallatin émergent de manière officielle en tant que famille aristocratique dès 1258¹⁴, et c'est en 1319 qu'un certain (chevalier) Guillaume Gallatini apparaît comme très précisément vérifiable¹⁵. Henry Adams relève en outre l'existence d'un Jean Gallatini, Seigneur de Granges et écuyer du Duc de Savoie¹⁶, qui accèdera à la bourgeoisie de Genève en 1510 (Seigneurerie de Granges) rattachée au Bugey (France). Puis, c'est un autre Jean de Gallatin qui fera parler de lui en qualité de commandant du régiment de *Château-vieux* au service de Louis XVI¹⁷. Dès le milieu

11 « superiority of intellect » in *Diary and Autobiography of John Adams, 1755-1770*, Adams Papers, vol. I, November 1821, p. 8; ADAMS, Henry, *The Life of Albert Gallatin*, New York, Peter Smith, 1943, p. 576.

12 ADAMS, Henry, *ibid.*, p. 1.

13 BURROWS, Edwin Gwynne, *Albert Gallatin and the Political Economy of Republicanism, 1761-1800*, New York, Columbia University, 1974, p. 4.

14 En témoigne un legs au couvent de Bella Comba (Val d'Aoste) de « Lord Fulcherius Gallatini, Knight », in ADAMS Henry, *op. cit.*, p. 1.

15 CHOISY, Albert, *Généalogies genevoises : familles admises à la bourgeoisie avant la Réformation*, Genève, Ed. A. Kundig, 1947; Pour plus de détails, voir les documents semi-officiels imprimés par Henry Adams, *The Writings of Albert Gallatin*, vol. III, p. 593-615.

16 Henry Adams mentionne également Humbert Gallatini comme fils de Guillaume Gallatini et grand-père de Henri Gallatini; ADAMS Henry, *op. cit.*, p. 1.

17 ADAMS, Henry, *ibid.*

du XVI^e siècle, les Gallatin assoient leur autorité sur la cité en adoptant, dès l'arrivée de Calvin, la foi nouvelle¹⁸. A l'essor démographique, étroitement appareillé à celui du calvinisme, succède deux siècles plus tard l'avènement des Lumières, qui tour à tour, sèment leur philosophie et enrôlent leurs adeptes : Turretini, Burlamaqui, Bonnet, Sismondi, De Saussure, Senebier... et Gallatin, dans une certaine mesure, sont de ceux-là. Quand bien même il ne s'escrimera pas sur la scène philosophique ou à proprement parler intellectuelle, Gallatin est indéniablement un produit de cette mouvance. Car si les Lumières ont contribué à la définition de l'Europe moderne tant dans son acception morale, sociale, politique ou philosophique, elles ont également participé à l'instauration de ponts entre les deux continents, au point que l'Amérique apparaît fille de ce mouvement¹⁹. Et pour Nicholas Dungan²⁰, Gallatin personnifie, pour une part au moins, une partie de l'expression des relations transatlantiques, à l'image d'un formidable passeur qui aura réussi la synthèse harmonieuse des deux mondes.

D'entrée, c'est l'attrait de sa personnalité et de son éducation qui mérite la première des attentions. Albert Gallatin, c'est d'abord un fourmillement d'aptitudes qui feront de lui précocement un homme à part, entendu que pour accéder à un tel degré de rareté, se combine aux privilèges d'être noblement né, d'inéluctables talents. Et c'est à Genève, le 29

18 Les Gallatin reçoivent le titre de bourgeois de la ville de Genève en 1474, mais c'est en 1786 que le nom « Gallatin » se voit gratifié de la particule « de ». « If I had stayed in Geneva », explique Gallatin, « I would have adopted the nobiliary particle like everyone else, but, since I that was given by the Council after my departure, since I never knew of it until 25 years later, and since I am already very well known in this country under the simple name of Albert Gallatin, I will continue with the same... », AG to Achard Gallatin, 5th May 1845; BURROWS Edwin Gwynne, *op. cit.*, p. 7; Pour plus de détails, Alain Dufour, *De la bourgeoisie de Genève à la noblesse de Savoie, XV e-XVIIe siècles*, in *Mélanges d'histoire économique et sociale en hommage au Professeur Antony Babel*, Genève, 1963, p. 227-238; DUFOUR, Alfred, *Histoire de Genève*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997, pp. 60-62.

19 DURPAIRE, François, *Histoire des Etats-Unis*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013, p. 3.

20 DUNGAN, Nicholas, *op. cit.*, p. 168.

janvier de l'an 1761, qu'Abraham Alphonse Albert Gallatin voit le jour dans la maison familiale au cœur de la cité de Calvin²¹. Le grand-père paternel, Abraham, déjà porté par la passion politique, était membre du Conseil des Deux-Cents, parallèlement au commerce d'horlogerie qu'il avait établi à Pregny²². En 1732, il épouse Louise-Susanne Vaudenet²³. Son père, Jean, héritera du domaine paternel autant que de la fibre politique, puisqu'il sera membre à son tour du Conseil des Deux-Cents en 1764²⁴. Il se marie en 1755 à Sophie Albertine Rolaz de Rolle²⁵. Le père meurt en 1765 et la mère en 1770 (il perd également sa sœur très jeune). Rapidement orphelin, un fonds de famille établi en 1699 veillera à pourvoir le plus diligemment possible à son éducation²⁶. Parente éloignée issue de la branche paternelle et amie proche de sa mère, Catherine Pictet le couvrera d'une attention soutenue, comme pour mieux faire taire tout sentiment d'abandon. De même sa grand-mère paternelle, Louise-Susanne Gallatin-Vaudenet, s'appliquera pareillement à l'éloigner dans toute la mesure du possible du besoin ; elle qui jouit en outre du privilège de vivre à quelques habitations seulement de Voltaire et de pouvoir ainsi discourir avec l'un des plus brillants esprits de son siècle²⁷. Né Genevois à la rue des Granges (peut-être fallait-il y déceler le signe d'une prédestination ?), c'est-à-dire enfant successivement de la Genève protestante du XVIII^e siècle et de la philosophie des Lumières, il a le parcours classique

21 Il est baptisé calviniste le 7 février 1761 ; ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 10.

22 Registres du Conseil de Genève (13 vols., Genève, 1900-1940, II, 254). Parmi les noms mentionnés par Adams, relevons entre autres André Gallatin, ancien premier syndic de la République de Genève, Jean-Louis Gallatin, premier lieutenant des Gardes suisses, Jean Gallatin, capitaine du Régiment de Jenner, à Versailles en 1772, ou encore Abraham Gallatin, Trésorier de la chambre des Bleds de Genève.

23 ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 5.

24 DUNGAN, Nicholas, *op. cit.*, p. 12.

25 ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 9.

26 ADAMS, Henry, *ibid.* p. 5.

27 En plus de rencontrer Voltaire en personne, il est littéralement imbibé des notions de liberté, de progrès ou de bonheur qui fleurissent au XVIII^e siècle. Voir NECKER, Louis, *De Voltaire à Morgan : Albert Gallatin, père de l'ethnologie nord-américaine*, in « Société suisse des Américanistes », Genève, bulletin 66-67, 2002-2003, p. 21 ; PETER, Marc, *Une amie de Voltaire : Madame Gallatin*, Lausanne, Editions SPES, 1925.

du jeune fils de bonne famille. Même privé de parents, Gallatin demeure l'héritier d'un nom, et c'est à ce titre qu'il est envoyé à l'Académie en 1774²⁸ à l'âge de treize ans (études de Belles-Lettres et de philosophie), d'où il fera éclore ses prédispositions marquées à l'apprentissage. Car déjà, l'image du fort en thème : premier en mathématiques, en philosophie naturelle et en latin, il brille d'aisance. Il faut dire que l'Académie ruis-sèle de Professeurs illustres, tels Johannes von Müller, Louis Bertrand, Horace Bénédicte de Saussure ou encore Georges-Louis Le Sage, qui, tous à leurs façons, se révèlent un gage de réussite²⁹ (ce qui fera dire plus tard à Louis Necker que Gallatin n'est rien d'autre qu'un produit genevois exporté³⁰). L'Académie, dont il sort diplômé en 1779, lui permet d'intérioriser le sens des humanités autant que le goût des langues, mais également de la politique – cet art du commun – qui chez lui, jamais ne tarira. De l'étude des sciences et mathématiques, il en retiendra la méticulosité du comptable, de l'approche des humanités, le sens de la retenue³¹. A peine sorti de l'Académie, il met ses premiers talents au service du neveu de Mademoiselle Pictet, Isaac Pictet, à qui il prodigue ses premières leçons³². A 19 ans, il bénéficie d'une éducation choisie qui fera de lui l'un des rares de son temps à jouir d'un bagage intellectuel aussi foisonnant qu'unique. Sa formation et sa condition éducative au-dessus de ses semblables miroitent déjà les prémises et l'empressement d'une carrière éminemment singulière.

28 Bien qu'Adams place son entrée à l'Académie en 1775 (ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 11), on peut affirmer de façon officielle qu'il y est reçu en 1774; AG to Eben Dodge, 21st January 1847. Voir *Le Livre du Recteur de l'Académie de Genève*, publié sous la direction de Sven et Suzanne Stelling-Michaud, 2 vols., Ed. Droz, Genève, 1959-66, I, p. 315.

29 AG to Eben Dodge, 21st January 1847.

30 NECKER, Louis, *op. cit.*, p. 24; DUNGAN, Nicholas, *op. cit.*, p. 25.

31 Burrows relate à ce titre l'influence des Professeurs de l'Académie dans sa formation intellectuelle. Voir BURROWS, Edwin Gwynne, *op. cit.*, p. 88.

32 ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 16.

Approchant la vingtaine, Frédéric II de Hesse-Cassel, alors landgrave (et confident de sa grand-mère³³), suggère au jeune homme de s'enrôler sous les ordres d'un bastion militaire, mais Albert balaie aussitôt la proposition émanant de celui qu'il qualifera ouvertement de despote³⁴. Au refus de l'engagement militaire, succède le dessein de l'aventure, comme il l'explique d'ailleurs dans une lettre à son ami Badollet. Bien que ses motivations de départ fussent jusqu'ici débattues, Gallatin n'en explicitera jamais formellement l'exacte teneur. S'il semble douteux que l'on puisse mettre sur le compte de considérations économiques son exode³⁵, sa défiance affichée à l'encontre du régime politique qui régissait Genève (à savoir la prééminence du patriciat) a sans doute constitué un motif d'exil³⁶. Beaucoup ont par ailleurs cru voir dans son attraction pour la liberté, l'expression des thèses politiques et philosophiques de Rousseau³⁷. Pour Gallatin, la quête de soi doit invariablement transiter par la conquête d'une nouvelle terre et le pari d'ailleurs résonne tel un salut frénétique³⁸. Son désir de liberté n'est donc plus conciliable aux attentes de ses proches et de son milieu. Gallatin, c'est le rêve américain à l'envers : l'héritier bourgeois qui se met en danger pour se convaincre qu'il est quelqu'un. Et le jeune Albert orchestre son départ avec une scrupuleuse discrétion, laissant soin au banquier Henri Hentsch (1761-1835) de colporter la nouvelle aux familles respectives³⁹. Sans dessein précis, il se résout à quêter

33 Voir à ce propos les correspondances entre Mme Gallatin-Vaudenet et Frederick Landgrave, in Theodore Besterman ed., *Voltaire's Correspondence*, 103 vols., Geneva, 1953-65.

34 AITKEN, Thomas, *Albert Gallatin, Early America's Swiss-born Statesman*, New York, Vintage Press, 1985, p. 20; AG to John Connell, 1st January 1848 : « I have not the slightest claim to military services ».

35 KUPPENHEIMER, Louis B., *Albert Gallatin's vision of democratic stability : An interpretive profile*, Chicago, University of Illinois, 1993, p. 35.

36 AG to Badollet, 22nd February 1792; « Liberty should be available to all classes of society », dira-t-il à Badollet (AG to Badollet, 12th September 1780).

37 DUNGAN, Nicholas, *op. cit.*, p. 18; ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 25; BURROWS, *op. cit.*, p. 21.

38 Adams parle à ce titre de « spirit of liberty » qui anime le jeune homme; ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 19.

39 A la stupeur de cette dernière qui lui fera part de sa désapprobation au cours de ses lettres, voir notamment Catherine Pictet to AG, 28th May 1790; *Un aperçu des*

la rencontre d'un lieu où sa destinée n'est pas selon lui compromise à un avenir étriqué⁴⁰. Gallatin voit dans l'Amérique un sentiment de rédemption, une façon intime et presque chevaleresque d'échapper aux fatalités de l'origine⁴¹, et exprime son besoin d'indépendance dans une lettre à Catherine Pictet⁴². S'il évoque seulement le souhait de faire fortune dans le commerce ou l'agriculture, l'absence de projets ne signifie pas pour autant l'absence implacable d'ambitions! Même issu des rangs de la bourgeoisie de Genève, Gallatin est sans le sou⁴³, mais nonobstant son manque pécunier, il ne répugnera pas à jouer le rôle du mécène auprès de son ami Henri Serre à qui il financera l'étendue du voyage. Aussi le fait qu'il ne possédait plus guère d'attaches familiales à Genève a sans doute accentué ses envies de départ⁴⁴. Si Gallatin laisse derrière lui l'Ancien Monde, il emmène avec lui l'héritage d'un fils d'une Europe elle aussi traversée par des convulsions majeures (révolution industrielle et remise en cause de l'absolutisme)⁴⁵. Or, ce n'est pas tant l'acceptation politique d'outre-Atlantique qui inspire ses velléités de départ, d'abord parce qu'il témoignera de la révolusion à l'égard de la violence révolu-

relations entre Genève et les Etats-Unis : Les lettres de Catherine Pictet à Albert Gallatin (1780-1794), Genève, Fondation des archives de la famille Pictet, 2015.

40 BURROWS, Edwin Gwynne, *op. cit.*, p. 17.

41 Il conteste ainsi très jeune l'austérité calviniste et l'autorité du patriciat genevois qu'il juge étouffante. Le Nouveau Monde représente pour lui la meilleure alternative à l'environnement à son goût trop sclérosé de la Genève d'alors. Voir BURROWS, Edwin Gwynne, « Notes on Settling America (1780-1783) : Albert Gallatin, New England, and the American Revolution », in *New England Quarterly*, vol. 58, n° 3, sept. 1985, p. 58.

42 AG to Catherine Pictet, 18th May 1780.

43 Leur capital destiné à leur « trading purposes » s'élève à environ 400 dollars. Voir ADAMS, Henry, *ibidem*, p. 23.

44 NECKER, Louis, *op. cit.*, p. 21.

45 Si le XVIII^e siècle est une période économiquement favorable à Genève, la ville est sujette à des tensions entre les Citoyens et les Bourgeois d'un côté et les Patriciens de l'autre (certes minoritaires, mais qui s'arrogent le pouvoir). Qualifié de « siècle de la Discorde », le XVIII^e siècle se distingue par des épisodes de contestation et de violence comme en 1707 (Affaire Pierre Fatio), en 1734-1738 (crise des impôts qui se conclut par le Règlement de l'Illustre Médiation pour la pacification des troubles de la République de Genève), en 1762-1770 (l'Affaire Rousseau), enfin « l'Affaire du Roveray » ou encore les troubles de 1781-1782. Voir DUFOUR, Alfred, *op. cit.*, pp. 81 à 92.

tionnaire américaine, ensuite parce que la situation politique s'avère fort peu amène⁴⁶. Burrows a d'ailleurs bien montré l'ambivalence qui caractérise son choix, car s'il est même plutôt conservateur et « partage tous les préjugés de son milieu⁴⁷ » (« *négatif convaincu* »), il s'oppose à la supériorité aristocratique qui traverse la République de Genève⁴⁸. Ainsi sa traversée ne semble pas s'apparenter à un exil politique, même s'il trouvera une accointance manifeste dans le mode de fonctionnement politique américain⁴⁹. Aux yeux de l'arriviste juvénile qu'il est, Genève est avant tout une bourgade figée, et l'Amérique, un faiseur de destins, susceptible de lui apporter la fortune matérielle suffisante⁵⁰, mais qui s'avèrera d'abord un horizon de terres inconnues. Si l'Europe se démène dans les arcanes d'une société hiérarchique, empêtrée dans ses schémas encore prégnants de l'Ancien Régime⁵¹, l'Amérique n'est, il est vrai, point entravée d'un passé féodal.

Le périple américain

Le 14 juillet 1780, il débarque avec l'ami Henri Serre à Cape Ann (Nouvelle-Angleterre) après un périple débuté en France le 1^{er} avril de la même année, dans l'idée de conquérir le Nouveau Monde, selon une mythologie fameuse⁵². Européen à la destinée américaine, son parcours véhicule l'imagerie attachée au Nouveau Monde autant qu'il suscite la fascination d'une terre à apprivoiser. Si c'est en homme des Lumières qu'il débarque en terre étrangère, c'est en héros de l'après-Révolution

46 BURROWS, Edwin Gwynne, *op. cit.*, p. 101.

47 RAPPARD, William Emmanuel, *op. cit.*, p. 12.

48 BURROWS, Edwin Gwynne, *op. cit.*, p. 33.

49 Sa conversion au libéralisme et d'ailleurs explicitement attestée dans une lettre à Badollet. Voir AG to Badollet, 1st October 1783.

50 *ibid.*

51 Au XVIII^e siècle, Genève s'apparente à une « aristo-démocratie » qui écarte les citoyens et les bourgeois du pouvoir en matière exécutive et judiciaire.

52 DUNGAN, Nicholas, *op. cit.*, p. 21.

américaine qu'il s'éteindra. Mû par un sentiment d'activisme, les Etats-Unis résonnent en lui comme l'extension du domaine du possible. Autrement dit, entrer en Amérique, c'est pour lui franchir le pas de la modernité⁵³. Posant pieds sur une terre qui ne leur est pas encore promise et qui s'écharpe sans trêve à donner forme à son indépendance, les deux acolytes n'ont pas encore l'esprit belliqueux suffisamment aiguisé pour ajouter de l'héroïsme au fracas de la Révolution et sont loin d'être chevronnés à manier l'épée ou le fusil ; ils ne consentiront d'ailleurs jamais à mettre leurs efforts pour le compte de la milice coloniale⁵⁴. Ils sont d'abord, du fait même de leurs statuts de nouveaux arrivants, spectateurs du jeu politique. Tout juste parvenus à Boston à cheval, ils amorcent leur périple américain par l'exploration de la Nouvelle-Angleterre et se rendent en premier lieu dans le Maine au mois d'octobre 1780 où ils furent recueillis par un autre compatriote, Lesdernier⁵⁵. Au gré des circonstances, ils n'ont d'autres horizons que de s'improviser sur le tard marchand de thé. La revente de thé devant constituer le premier galon sur la voie du commerce. Plus tard, ils mettront sur pieds une petite entreprise de commerce en espérant écouler une variété de biens et de fournitures. Mais en 1780⁵⁶, l'Amérique, toute secouée par les ébullitions guerrières, ne cultive pas la quiétude. La défaite des indépendantistes à Camden⁵⁷,

53 A cette période, la révolution industrielle (1776-1865) souffle et annonce une irrésistible ascension vers une ère nouvelle.

54 CHANNING, Edward Perkins, *A History of the United States*, New York, Macmillan Company, vol. IV, 1917, p. 266.

55 Lesdernier est un Genevois originaire de Russin ; ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 30.

56 Entre 1779 et 1780, l'armée continentale essuie une situation fort compromettante. Démunie de vivres, de fournitures et de renforts, elle vivait de réquisitions périodiques qui ne pouvaient lui assurer une garantie vitale. A quoi s'ajoute en 1779 la déperdition du papier-monnaie qui « avait pris de telles proportions qu'il perdrait toute valeur » (LABOULAYE, Edouard, *op. cit.*, p. 404), au risque même de mettre le pays en état d'insolvabilité. En 1780, la dépression économique continue sa progression et il ne s'en faut peu pour que les colons n'érigent le Congrès en bouc émissaire par excellence, parce qu'incapable de juguler les soubresauts du marché (la dette augmente et la monnaie chute).

57 La bataille de Camden en Caroline du Sud (16 août 1780) voit les troupes britanniques emmenées par le Général Charles Cornwallis triompher devant les colons du Général Horatio Gates.

puis la trahison de Bénédict Arnold⁵⁸, constituent les deux évènements importants à leur arrivée, mais qui, empressons-nous de le dire, n'auront que peu d'impact sur leur vie quotidienne⁵⁹.

Si les années 1776 à 1789 (Congrès continental) ont promu la phase de lancement de l'ordre juridique, ce moment inouï où « l'Amérique constitutionnelle prend son essor⁶⁰ », à l'aube de cette nouvelle aune et malgré l'entrée en vigueur des Articles de Confédération⁶¹, l'Amérique demeure livrée aux cohues guerrières et convulsée par les tensions essaimées par les fédéralistes et leurs opposants. Dans cette tourmente politique, Serre et Gallatin font une première rencontre avec les Indiens (peuple des *Abnaki* de la famille des *Algonquin*), puis l'épreuve d'un hiver ardu dans le Maine qui ne leur laissera guère d'autres opportunités que de couper du bois. En octobre 1781, ils se décident à retourner vers la métropole du Massachusetts⁶² ! Non propice aux affaires, tant en raison de la grande convulsion que de la conjoncture terne qui affecte la stabilité des marchés, Boston n'est pas une promesse sans risque. L'épisode du commerce de thé passé, Albert Gallatin entame alors en 1782, grâce au ciblage de lettres et aux efforts combinés de Mademoiselle Pictet, une carrière brève de professeur de français au Collège Harvard, qui fera conséquemment office de premier véritable salaire⁶³. A son tour, Gallatin maîtrise rapidement l'anglais et empile, en des pages pleines d'enthousiasme et de curiosité, qu'ils destinent à Jean Badollet, ses moindres impressions. Partout où il passe, il note, il décrit, il apprend, il disserte : des paysages au statut ju-

58 La conspiration visait à livrer le fort stratégique de West Point aux Anglais en échange de 10'000 dollars.

59 L'année 1778 offre toutefois un répit aux guerriers et 1779 ne sera guère plus explosive; l'armée britannique se bornant à quelques rondes tandis que les Américains souffraient d'un manque cuisant de matériel qui amenuisait leur action.

60 COUTANT, Arnaud, *Histoire constitutionnelle des Etats-Unis, Une fédération non démocratique*, Paris, Mare & Martin, t. II, 2012, p. 46.

61 Votés le 15 mars 1777, les Articles de la Confédération entrèrent en vigueur quatre ans plus tard (en raison du blocage du Maryland eu égard à une discorde territoriale).

62 ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 38.

63 AITKEN, Thomas, *op. cit.*, p. 23.

ridique du Massachusetts en passant par les singularités architecturales⁶⁴. Fort pourtant de l'obtention d'un poste d'enseignant, son inadaptabilité à supporter l'austérité hivernale autant que l'ennui que lui inspire Boston⁶⁵ le contraindra à vaguer vers d'autres contrées. Serre ne tardera pas à lui emboîter le pas en décidant d'opter pour un climat plus avantageux en rejoignant finalement la Jamaïque où il mourut quelques années plus tard⁶⁶. Gallatin trace alors sa voie vers l'Ouest. C'est au charme de la Pennsylvanie qu'il succombe alors et se dirige en juillet 1783 vers Philadelphie⁶⁷, ville qui, à elle seule concentre en ces temps de battement politique le sort du pays entier, puisque s'y déroule le Congrès de la Confédération. Entre temps, la paix signée avec la Grande-Bretagne offre à Gallatin le bénéfice d'une accalmie passagère pour s'établir définitivement. Et par paix, c'est la reconnaissance de l'indépendance américaine qu'il faut entendre⁶⁸.

Malgré l'instabilité politique et une situation peu pérenne⁶⁹, Gallatin s'obstine à rester sur le sol américain : il ne rentrera pas en Suisse. La ferveur que lui inspire la quête d'indépendance (« love of indépendance ») et dont il vante à ses amis les inénarrables bienfaits⁷⁰ est trop explicite

64 Voir notamment AG to Badollet, 14th September 1780. Pour davantage de correspondances, voir ADAMS, Henry, *op. cit.*, pp. 23-50.

65 WALTERS, Raymond Jr., *op. cit.*, p. 11 : « one can become quite bored in Boston ».

66 DUNGAN, Nicholas, *op. cit.*, p. 38.

67 AG to Badollet 29th December 1784.

68 REMOND, René, *Histoire des Etats-Unis*, Paris, Presses Universitaires de France, 1961, p. 26 ; SCHOELL, Franck L., *Histoire des Etats-Unis*, Paris, Payot, 1965, p. 106.

69 En 1782 et 1783, les finances américaines se trouvent dans un état déplorable (obérées d'un passif de 210 millions de dettes pour près de 3 millions d'habitants). S'il revenait à la Confédération de sursoir aussitôt au déficit, il était du bon vouloir des Etats d'obtempérer ou non à l'injonction fiscale, et seuls 8 millions de dollars réclamés remontèrent jusqu'à la trésorerie nationale pour apurement des comptes (août 1782). Privée de moyens de coercition, la Confédération recourt aux réquisitions afin de couvrir une dette imposable. Du 1^{er} novembre 1781 au 1^{er} janvier 1786, celles-ci s'élevaient à hauteur 50 millions et la Confédération n'en reçut que 12. Face à la perspective funeste d'une banqueroute, le Congrès réclame aux Etats l'autorisation d'établir et de percevoir des droits de douane sur les marchandises importées.

70 AG to Badollet, 1st October 1783 : « I would be charmed to be able to be useful to all my compatriots whose love of liberty has forced them to leave Geneva ».

pour y renoncer. Résolu à vivre américain, il scelle alors son appartenance au Comté Commonwealth par l'obtention de la nationalité en 1785, en prêtant serment devant le Sheriff de Morgantown⁷¹. C'est à cet instant que Jean-Louis Badollet se décide à le rejoindre à Richmond en Virginie, avant qu'un autre compère, Jean Savary de Valcoulon, un Français rencontré dans la métropole du Massachusetts⁷² ne les rejoigne. De la fin de l'année 1784 au début de celle de 1785, Gallatin et Savary passent leur hiver à Richmond – en plus de réaliser nombres allers-retours à Philadelphie – où ils résident chez une veuve d'origine française, Jeanne Allègre, qui est de surcroît la mère d'une fille, Sophie, dont Gallatin s'attire rapidement les faveurs⁷³. Le 14 mai 1789, il lie sa destinée pour le meilleur et pour le pire avec celle qu'il réussit à dérober à l'autorité maternelle. Et le pire advient : Sophie décède brusquement et sans cause apparente quelques mois plus tard. A Richmond toujours, le remarqué autant que remarquable John Marshall – pas encore Président de la Cour suprême des Etats-Unis, mais qui déjà jouit d'une confortable aura – lui propose une place en qualité de stagiaire au sein de son étude d'avocat⁷⁴. Mais la carrière juridique attendra, trop éprouvé qu'il est par l'idée d'un accomplissement plus personnel. Son rêve est ailleurs, et il porte un nom : l'Ouest. Mais cet Ouest, ce n'est pas l'horizon qui engrène sans fin les chercheurs d'or, mais celui autrement plus proche : il se nomme Pennsylvanie et Ohio. Avec la chute du cours des papiers français de 1785, le pécule est affecté d'une conjoncture morose, mais inventif à souhait, Gallatin ne s'en laisse pas compter, et décide, avec le concours de ses deux amis, d'oser le pari du commerce en tablant sur la baisse des prix dans l'idée d'ouvrir un magasin sur les rives du Monongahela à George's Creek⁷⁵ (situation propice au commerce en raison de

71 DUNGAN, Nicholas, *op. cit.*, p. 36.

72 AG to Badollet, 30th March 1785. Voir ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 60.

73 ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 69 à 71 ; AG to Badollet, 4th May 1789.

74 ADAMS, Henry, *ibid.*, p. 54.

75 Pour plus de détails quant à l'établissement à Monongahela, voir MURRAY, Meredith A., *To Live and Die Amongst the Monongahela Hills : The Story of Albert Gallatin*

la proximité avec le lac Potomac qui assure un accès rapide à l'Ohio). En février 1786, il achète (nullement effrayé par la présence limitrophe des Iroquois⁷⁶) des terres pour se consacrer à l'agriculture et s'attèle, flanqué de ses camarades, à la construction dès 1789 d'une propriété qu'il baptisera « Friendship Hill », par souci de loyauté envers ses amis ; propriété qui ne tardera pas à s'illustrer dans la contrée comme une bâtisse de renom et contribuera du même coup à faire germer sa réputation, qu'il gagne au prix de l'honnêteté (fait suffisamment rare pour l'époque). Gallatin ne s'arrêtera pas là, le voilà simultanément converti en arpenteur et en explorateur (métiers très prisés à l'époque). Et malgré le décès de sa femme, sa volonté d'activisme ne désemplit pas. Non content d'exploiter un domaine agricole et de faire fleurir le commerce, il se résigne à passer entrepreneur et bâtit la colonie de « New Geneva » avec d'autres Suisses établis dans les parages, censée servir de tremplin à une nouvelle quête de prospérité. Et c'est en « petit capitaliste⁷⁷ », comme il aime à se définir, qu'il participe alors à l'essor de plusieurs entreprises, où pêle-mêle il orchestre la direction d'une panoplie d'activités : une usine de fabrication d'armes à feu, une scierie, un moulin à grain, une vinerie, une distillerie, un chantier naval, une manufacture de verre (la première de la région établie en 1798). Mais à l'ingéniosité ne répond pas toujours le succès recherché. Stratégiquement désaxée des grandes lignes de trafic, « New Geneva » tourne au déficit. L'étudiant reconverti en commerçant peut-il alors s'entêter encore longtemps dans la conduite des affaires ? Il esquiv

and Friendship Hill, Fort Washington, Eastern National, 1999 ; O'BRIEN, Dennis H., *Albert Gallatin and Southwestern Pennsylvania*, Morgantown, West Virginia University Press, 1982.

76 Il échappe de peu à une attaque mortelle des Indiens au cours d'une expédition. La rumeur de sa mort se répand (Pennsylvania Gazette, 5 August 1785), et Jefferson, alors Ministre à Paris, enverra une lettre à John Jay (Thomas Jefferson to John Jay, 27th January 1786) que ce dernier fera parvenir à Genève afin d'attester sa survie ; ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 65. Cette lettre, datée du 1^{er} août 1786, est d'ailleurs conservée aux Archives d'Etat à Genève (Requêtes et rapports aux Conseils R. R. 1702-1794).

77 AG to Badollet, 1st October 1783.

pourtant la tentation de retourner à Genève⁷⁸ et oriente sa carrière vers une nouvelle voie, un peu comme si l'échec financier avait souligné le hiatus existant entre le désir de cultivateur, commerçant ou entrepreneur et ses aptitudes premières⁷⁹. Les déboires de « Friendship Hill » ont servi de rampe de lancement à sa vocation, celle qui le singularise parmi tant d'autres. C'est alors qu'il opine, comme aiguisé par l'instinct du collectif, pour l'univers de la chose publique.

Du goût du commun à l'impulsion nationale

En 1786, l'Amérique est au seuil de la banqueroute⁸⁰, et c'est dans cette situation bien morose que se tient à Philadelphie la Convention constitutionnelle (25 mai 1787 au 17 septembre) où les fédéralistes mettent un point d'honneur à ennoblir la Constitution des États-Unis. Si le « nouvel aiguillon politique⁸¹ » est avalisé le 17 septembre 1787 (et ratifié par la Pennsylvanie en décembre 1787), l'Amérique était encore une nébuleuse en gestation. Aussi l'idée d'indépendance est loin de revêtir les apparats de l'unité, tant la question d'échafauder un gouvernement central cristallise les rapports entre les patriotes. Il est dès lors difficile de se ranger, sans autre forme de procès, derrière la bannière d'un gouvernement national ou de placer l'avenir constitutionnel dans une centralité de principe.

78 La Révolution française occasionne à Genève un environnement peu séduisant. Catherine Pictet (Catherine Pictet to AG, 6th November 1792) dépeint à cet égard à Gallatin une « complète anarchie » régnante en France et craint que la situation n'affecte irrémédiablement la ville. Voir également ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 75. Il s'enthousiasme en outre des fracas de la Révolution française et loue, entre autres, les vertus du suffrage à vocation universelle et de la représentation; AG to Badollet, 9th March 1793; ADAMS Henry, *op. cit.*, p. 654-655.

79 Il se qualifiera lui-même sans honte de « mauvais agriculteur », AG to Delesdernier, 25th May 1798; ADAMS, Henry, *ibid.*, p. 652.

80 La faiblesse du Congrès tenait étroitement à l'impossibilité faite à la Confédération de passer des alliances et des emprunts.

81 LABOULAY, Edouard, *op. cit.*, p. 330.

Au XVIII^e siècle, les Etats-Unis tenaient Genève en haute estime, notamment des suites de « la Réforme » protestante, particulièrement Henry Laurens et Benjamin Franklin, qui envoyèrent leurs petits-enfants à l'Académie de Genève⁸². Comble ultime de ferveur, les quatre premiers Présidents des Etats-Unis ambitionnaient d'acheter et de transférer l'Académie de Genève, dont la tâche organisatrice revenait au Genevois François d'Ivernois⁸³.

En août 1788, à l'âge de vingt-sept ans, Albert Gallatin participe à sa première réunion politique à Uniontown (Comté de Fayette) afin de désigner des représentants à un congrès à Harrisburg⁸⁴, le 3 septembre de la même année, en vue de formuler des amendements à la Consti-

82 HUTSON, James, *op. cit.*, p. 35.

83 En plaidant en faveur de la délocalisation de l'Académie en territoire américain, le Genevois François D'Ivernois projetait de transformer une institution vieille de deux millénaires en un symbole immémorial de la République nouvelle. Projet éminemment audacieux s'il en est et qui transcrit l'attachement américain à la ville du bout du lac et dans une plus large mesure le rayonnement de la Suisse. D'Ivernois fait part à Gallatin de son désir un peu fou et mégalomane d'exporter l'Académie sur l'autre continent et expose à celui qui fut autrefois son camarade de cours de 1773-1777, ses allants de grandeur (D'Ivernois to AG, 22nd August 1794). Mais loin de se laisser émouvoir, Gallatin dénonce la démesure du projet et argue tout bonnement son impraticabilité (AG to Badollet, 29th December 1794), jugeant davantage réaliste la perspective d'implanter une nouvelle Compagnie de Genève (« New Geneva Compagny»). Décontenancé par l'affront que lui fait subir son ancien camarade, D'Ivernois s'en prendra à Gallatin en affirmant qu'il poursuit aux Etats-Unis, sans s'embarasser de nuances, la politique ultraradicale qui sévissait alors à Genève. Voir pour plus détails, ADAMS, Henry, *op. cit.*, pp. 144-146; BORGEAUD, Charles, *Histoire de l'Université, L'Académie de Calvin*, vol. I, Genève, Georg, 1900, p. 612; KARMIN, Otto, *Sir Francis D'Ivernois (1757-1842)*, Geneva, Forgotten Books, 1920, p. 273-289; BURROWS, Edwin Gwynne, *op. cit.*, p. 157-167; HONEYWELL, Roy J., *The Education Work of Thomas Jefferson*, Cambridge, Harvard University Press, 1931, pp. 58-61; HANS, Nicholas, *The Project of Transferring the University of Geneva to America*, in *History of Education Quarterly*, vol. VIII, n^o 2, 1968, p. 246-251; HUTSON, James, *op. cit.*, pp. 37-44; Thomas Jefferson to John Adams, 2nd June 1795, in Adams Papers, Massachusetts Historical Society.

84 On the background of the Harrisburg Convention, voir aussi FORD, Paul L., *The Origin, Purpose, and Result of the Harrisburg Convention of 1788 : A study Popular Government*, New York, Brooklyn, 1890, p. 10-26; *Draft of Report of the Harrisburg Conference of September 3, 1788* (in *Writings of Albert Gallatin*, vol. I, p. 1-2) et pour plus de détails, *Elliot's Debates on the Constitution*, vol. II, p. 542; ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 78-79.

tution fédérale⁸⁵. Il investit alors le champ de la politique en tant que délégué (élu à participer au Congrès parmi 33 membres) et ne tarde pas à soumettre pas moins de 12 propositions et 4 amendements⁸⁶. Cette première réunion politique lui permet de surcroît d'affiner sa vision du pouvoir, soit celle d'un gouvernement fédéral aux compétences modérées qui récuse l'exclusivité d'une centralisation polarisée⁸⁷. Calquant son modèle politique sur celui de Jefferson, auquel il vouera par ailleurs une dévotion aussi affective que professionnelle, Gallatin s'enrôle tout naturellement dans la frange anti-fédéraliste. Il défend l'idée selon laquelle il n'y a de gouvernement légitime que limitativement souverain et plaide pour une souveraineté reconnue aux différents Etats, en somme d'une centralité qui n'indispose pas l'autonomie politique locale. Et si son attachement à une République indépendante ne procédait-elle ni plus ni moins de son origine genevoise ?

L'absence de protection de droits individuels, la crainte d'un retour à la monarchie autant que le souci de préserver l'Union⁸⁸ convainquent Gallatin de l'immédiat et impératif besoin d'ajustements constitutionnels⁸⁹. Pour lui, la réception d'un instrument juridique si novateur ne

85 BURROWS évalue la part de Gallatin dans le processus d'amendement (BURROWS, Edwin Gwynne, *op. cit.*, pp. 241-247). Il lutte contre une centralisation de principe et se fait l'auteur de propositions pour le moins radical en suggérant pour exemple l'établissement d'une seule chambre du Congrès, un appareil exécutif limité dans ses fonctions autant que dans sa durée et élu par le peuple, ainsi que l'instauration d'une Cour Suprême sans possibilité d'appel. Gallatin perçoit la centralisation comme essentiellement non démocratique et craint le risque d'une usurpation de pouvoir au profit des Etats. Voir KUPPENHEIMER, Louis B., *op. cit.*, p. 8.

86 Il propose entre autres une stricte limitation des pouvoirs du Congrès par la Constitution, la garantie d'une représentation dès 200'000 habitants, la régulation des élections du Congrès par la Constitution et une méthode de taxation basée sur des propositions de quotas des Etats. Voir ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 78.

87 Pour lui la Constitution de Pennsylvanie doit au mieux éviter toute cooptation aristocratique autant que l'écueil d'un pouvoir tentaculaire. Relevons à ce titre que la Constitution de Pennsylvanie, dont Gallatin a soutenu l'adoption, contient la qualification de vote la plus large de tous les Etats en 1776. Voir WOOD, Gordon Stewart, *The creation of the American Republic, 1776-1787*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1969, p. 169.

88 DUNGAN, Nicholas, *op. cit.*, p. 39.

89 En plus du suffrage universel qu'il défend, Gallatin et se prête aux questions rela-

peut résolument opérer auprès de l'opinion publique qu'à la condition d'une structure formelle et matérielle susceptible de prendre en considération la légitimité des droits individuels. Perçue par les régions rurales – méfiantes à l'instauration d'une entité de surplomb – comme un instrument tentaculaire faisant l'impasse sur les droits individuels, la Constitution fédérale aiguise aussitôt les réserves. Réfractaires à sa signature, les Etats de New York, du Massachusetts, de la Virginie et donc de la Pennsylvanie, réclament, au nom de garanties individuelles, l'insertion d'une Déclaration de droits⁹⁰. Gallatin se retrouve baigné en pleine émulation nationale, et, dans l'avènement d'un nouveau processus politique, dans l'impulsion à une marche en avant inédite, celui-ci témoigne d'une impressionnante maîtrise, tout à la fois écrite et orale, aussi bien qu'un sens de la retenue (qualité précieuse autant que rare pour l'époque). Animée d'un esprit démocratique des plus inédits⁹¹, la Pennsylvanie parvient à infléchir la tonalité anti-libérale de la Constitution⁹². Et pour Gallatin, le salut politique de la Pennsylvanie passe irrémédiablement par l'assurance d'une concrétisation des droits individuels, garants, entre autres, de l'établissement de la citoyenneté⁹³.

tives au degré de taxation ainsi que judiciaire. GALLATIN, Albert, *Substance of my first speech in Pennsylvania Convention in favor of larger number of representatives in Legislature*, 6 Febr. 1790.

- 90 Rédigé par Madison à l'aide d'une commission spéciale, le « Bill of Rights » est adopté par la Chambre des Représentants le 21 août 1789, puis par le Congrès le 26 septembre 1789 et enfin ratifié par l'ensemble des Etats en 1791, homologuant l'existence de droits inaliénables. Ainsi le droit contre l'arbitraire, le droit de réunion, la liberté de croyance, de presse et d'opinion se voyaient promulgués en attributs indélébiles de la personne humaine (alors même que l'esclavage perdure).
- 91 Si l'Etat du Vermont abolit constitutionnellement l'esclavage en 1777, la Pennsylvanie promulgue la première loi en 1780. Voir JORDAN, Winthrop D., *White over Black, American Attitudes Toward the Negro, 1550-1812*, Norton, New York, 1968, p. 345.
- 92 Mc MASTER John Bach and STONE Frederick D., *Pennsylvania and the federal Constitution 1787-1788*, Indianapolis, The Liberty Fund, 2011, pp. 73-79; WOOD, Gordon S., *The Creation of the American Republic 1776-1786*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1969, p. 230-231.
- 93 BURROWS, Edwin Gwynne, *op. cit.*, p. 240-241; KENYON, Celia M., *The Anti-Federalists*, Indianapolis, Bobbs-Merrill, 1966, XXXIV-XXXV.

Le 12 octobre 1789, il est élu en qualité de délégué (pour le compte du comté de La Fayette) à la Convention constitutionnelle de Philadelphie pour la rédaction de la nouvelle Constitution de l'Etat de Pennsylvanie⁹⁴ (24 novembre 1789 au 26 février 1790). Gallatin propose alors l'élargissement du nombre de membres à la Maison des Représentants, prend position en faveur de la liberté de la presse et propose un droit de vote universel pour élire les sénateurs⁹⁵. En 1790, Philadelphie est un catalyseur politique qui va parallèlement offrir à Gallatin la possibilité de côtoyer une partie importante de l'élite intellectuelle et politique. La ville s'érige en un formidable condensé politique où s'agglomère l'étendue des enjeux nationaux, au point d'apparaître, pour ladite période, comme la grande locomotive de l'Histoire américaine et supplanter New York au rang de capitale. Fort donc de son nouvel aplomb, qui participe en outre à affermir publiquement sa crédibilité, Gallatin officialise son véritable baptême politique en tant que député en octobre 1790 au Parlement de la Pennsylvanie⁹⁶. Dans la foulée, il devient membre de la commission parlementaire « Ways and Means Committe », dont il rédige l'entier du rapport lors de la session 1790-1791⁹⁷. Il aiguise alors son appétit pour les finances autant que sa conception budgétaire. A partir de ce moment, préfigure les traits de sa future carrière politique : spécialisation en finance, inclinaison viscérale à réduire la dette, engouement envers la Banque centrale, intérêt pour la problématique éducative ou engage-

94 Gallatin est frappé d'emblée par le souci du consensus qui s'en dégage comme il en témoigne à Charles Brown (AG to Charles Brown, 1st March 1838) : « a desire to conciliate opposite opinions by mutual concessions ». Il se mêle avant tout des problématiques de taxation, de suffrage et des questions judiciaires. Theophrastus Junior, *The Federal Gazette*, 19th January 1790; GRAYDON, Alexander, *Memoirs of a life, Chiefly Passed in Pennsylvania within the Last Sixty Years*, Carlisle, Applewood Books, 1811, p. 326

95 ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 81.

96 « He had been active on all major issues, especially on questions related to finance », in DUNGAN, Nicholas, *op. cit.*, p. 49.

97 ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 85. Concernant les discours, rapports ou autre publications relatives à la législation à la Chambre des Représentants de l'Etat de Pennsylvanie, voir *The Writings of Albert Gallatin*, vol. III, p. 617 s.

ment à la modernisation des infrastructures⁹⁸. Il donne à sa législature une allure véritablement nationale⁹⁹. Réélu les deux années suivantes, il s'emploie tout autant à l'application et au respect de ladite Constitution et devient par ailleurs membre de pas moins 35 commissions, et participe au cours de l'année 1791-1792 notamment à la Réforme du Code pénal, l'établissement d'une politique éducative publique et s'engage à l'abolition de l'esclavage et à l'instauration de la première banque de Pennsylvanie.

En 1792, un fait politique mobilise les efforts de Gallatin à l'apaisement populaire. Alors Secrétaire du Trésor et grand admirateur de Washington, Alexander Hamilton préconise le remboursement des dettes du gouvernement à la valeur nominale et la reprise des dettes des Etats par les instances fédérales. Entouré de Jefferson au Secrétariat d'Etat, Hamilton, partisan ô combien résolu de l'idée de centralité, lance le projet d'une taxe indirecte sur le whiskey (synonyme aussi bien de source de revenus que de renforcement du pouvoir central dans l'arrière-pays¹⁰⁰, mais qui aura l'inconvénient d'accréditer l'idée d'une oppression par la classe dominante¹⁰¹). Les recettes douanières demeurant imparfaites, Hamilton se résout à souscrire à de nouvelles taxes. Validée par le Congrès en 1791 malgré les objections de Jefferson, cette loi fédérale sur l'imposition des boissons alcoolisées éveille aussitôt la contestation, particulièrement en Pennsylvanie, où en 1794 la discorde prend une tournure paroxystique,

98 DUNGAN Nicholas, *op. cit.*, p. 45.

99 « I acquired an extraordinary influence » dira Gallatin in ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 84.

100 Dans la grande agitation d'après-guerre qui chamboule l'Amérique nouvelle, Hamilton est convaincu que l'instauration d'un gouvernement central est seul à même de maintenir l'ordre national, tout en assurant le remboursement des dettes et la protection des intérêts commerciaux. Autrement dit, pour Hamilton, la quête d'unité est une autre manière de résorber les tumultes financiers.

101 Le caractère inique de la loi se révèle particulièrement criant en Pennsylvanie puisque celle-ci affecte la capacité financière des agriculteurs, sans compter que beaucoup sont d'origine écossaise ou irlandaise et ont coutume de transformer les récoltes invendues de céréales en whiskey, in *American Daily Advertiser*, 12th May and 3rd June 1794.

occasionnant une véritable rébellion¹⁰² (au point que Gallatin en est venu à craindre pour sa vie¹⁰³). Dans ce tumulte, il est finalement adoubé secrétaire au cours d'une assemblée à Pittsburgh (21 août 1792), et, toute à sa posture d'homme de situation, choisi au titre de porte-parole (il se charge notamment de rédiger les doléances à destination du Congrès¹⁰⁴). Pour Burrows, Gallatin émerge à cet instant rapidement comme un important intermédiaire entre la gouvernance de l'Est et les leaders locaux de l'Ouest peïnés par Hamilton¹⁰⁵. Au lieu d'entériner les troubles, il suggère aussitôt la voie de la modération¹⁰⁶. Eloquent, il s'entête à éteindre les dissensions en s'escriant à défendre l'ordre constitutionnel (il écrira même au Gouverneur Mifflin au nom des modérés qu'il représente¹⁰⁷), car il sait la violence irréversible¹⁰⁸.

102 SLAUGHTER, Thomas P., *The Whiskey Rebellion : Frontier Epilogue to the American Revolution*, Oxford, Oxford University Press, 1986, p. 112-124; BALDWIN, Leland D., *Whiskey Rebels : The Story of a Frontier Uprising*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1968; HOGELAND, William, *The Whiskey Rebellion : George Washington, Alexander Hamilton, and the Frontier Rebels Who Challenged America's Newfound Sovereignty*, New York, Scribner, 2006, pp. 122-123; Jerry Allen Clouse, *The Whiskey Rebellion : Southwestern Pennsylvania's Frontier People Test the American Constitution*, Pennsylvania Historical and Museum Commission, 1994; KROM, Cynthia L. & KROM Stephanie, *The Whiskey Tax of 1791 and the consequent insurrection : a wicked and unhappy tumult*, *Accounting Historians Journal*, Vol. 40, N° 2, December 2013, pp. 91-114; COOKE, Jacob E. « The Whiskey Insurrection : A Re-Evaluation », *Pennsylvania History* 30, July 1963, 316-64; KOHN, Richard H. « The Washington Administration's Decision to Crush the Whiskey Rebellion », in *Journal of American History* 59, December 1972, 567-84.

103 ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 124.

104 ADAMS, Henry, *ibid.*, p. 92.

105 BURROWS, Edwin Gwynne, *op. cit.*, p. 287.

106 Au terme de deux ans d'imbroglio, le Président Washington, excédé par la mobilisation, agite l'épouvantail de la force et rassemble les troupes de trois Etats pour damner une fois pour toutes l'opposition en octobre 1794 (appuyé par les fédéralistes qui jugent opportun le recours à « la clause sur la violence domestique » (SCHOELL, Franck L., *op. cit.*, p. 132).

107 KUPPENHEIMER, Louis B., *op. cit.*, p. 50.

108 « The people will not suffer themselves to be so far governed by their passions as to suffer any insult to the officer, as nothing could be more hurtful to our case, and indeed to the cause of liberty in general » (AG to Badollet, 18th December 1792). Voir ADAMS, Henry, *op. cit.*, pp. 123-140. Il défend sans concession l'ordre constitutionnel, voir Speech of Albert Gallatin, *A representative from the county of Fayette, in the house of representatives of the General Assembly of Pennsylvania*, 3 January 1795, in *Writings of Albert Gallatin*, vol. III, 6-7. Comme le souligne Kuppenheimer, Gallatin considère à rebours de certains anti-fédéralistes la Constitution fédérale comme un moyen de consolider l'Union au point qu'il lutte paradoxalement en faveur de l'idée

Or Hamilton ne veut rien céder et invoque le droit au respect de la majorité ; l'obédience nationale est à ses yeux indispensable à maintenir la légitimité républicaine, et Gallatin est à vrai dire en phase sur ce point avec les fédéralistes. Il se fend ainsi d'une déclaration pour le comté de La Fayette réclamant l'obéissance à la volonté majoritaire, malgré le fait qu'il demeure opposé à la taxe¹⁰⁹. Gallatin s'oppose au cours d'une nouvelle réunion à Parkinson's Ferry au chef rebelle David Bradford et en août 1794, il convainc, grâce à un plaidoyer percutant, de se ranger du côté des fédéralistes¹¹⁰. Il rallie 34 votants sur 23 (comité des 60), et il ne semble pas exagérer d'affirmer que Gallatin a empêché une guerre civile¹¹¹. Ses qualités d'orateur l'imposeront malgré tout comme une personnalité incontournable et ses concitoyens lui reconnaissent aussitôt l'épaisseur d'un authentique homme d'Etat.

Commence dès cette période, ses passes d'armes avec Alexander Hamilton, dont la création de la Banque fédérale des Etats-Unis participe à nouer les antagonismes avec les anti-fédéralistes, même si, dans un premier temps, Gallatin est plus hostile à Hamilton qu'à l'idée d'une Banque nationale¹¹². Outre le différend qui les oppose, il faut convenir qu'Hamilton aura su, qui plus est avec bravoure, redresser la situation économique délicate des Etats-Unis des suites notamment de l'après-guerre. Certain de son fait, Hamilton propose au Congrès l'établissement d'une Banque fédérale¹¹³, cumulativement assignée à une banque de dépôt pour les

républicaine. C'est ici que son opposition fédéraliste prend une tournure plus nuancée puisqu'il souscrit à la nécessité du lien fédéral. Le succès de la politique américaine dépend dès lors du degré d'homogénéité de sa population, voir KUPPENHEIMER, Louis B., *op. cit.*, pp. 37-39.

109 AG, *Declaration of the Committee of Fayette County*, sept. 1794, in *Writings of Gallatin*, I, 4-9.

110 ADAMS Henry, *op. cit.*, pp. 130-135.

111 *Dictionary of american biography*, vol. III, p. 105.

112 WRIGHT, Robert E. and COWEN, David J., *Financial Founding Fathers : the Men who made America rich*, Chicago, University of Chicago Press, 2006, p. 103.

113 Mise sur pieds dans l'idée d'émettre des emprunts et de prélever des impôts, l'institution chère à Hamilton ouvre la porte à la libéralisation économique ainsi qu'à la protection de la propriété et coïncide en outre à la deuxième réforme de l'ère de

fonds du gouvernement, une banque de crédit, ainsi que dans une certaine mesure à une banque d'émission, dont un cinquième du capital émanerait du gouvernement et quatre cinquièmes d'intérêts privés. Rétif à la proposition, Jefferson objecte que cette Banque disposerait d'une influence excessive dans l'économie nationale au profit d'un petit groupe de citoyens fortunés et au détriment des Etats, risquant par ailleurs d'entraîner une funeste dépendance vis-à-vis de l'étranger. Gallatin, quant à lui, est favorable à l'établissement d'une telle institution, parce que digne de sursoir aux périls d'une crise financière. Mais rien n'y fait, la polarisation des positions de Jefferson et d'Hamilton affecte irrémédiablement leurs relations et l'alchimie au sein du cabinet gouvernemental n'est plus tenable. La fêlure est désormais irréversible, le divorce est consommé : Jefferson démissionne. Dès son élection, Washington avait pris soin de s'entourer de personnalités marquantes et pour la majorité en phase avec l'idée de centralité. Le premier gouvernement prendra pour ainsi dire les allures d'une véritable croisade fédéraliste à laquelle Jefferson (premier Secrétaire de l'Union) objecte rapidement¹¹⁴.

Au terme d'une sortie avec Alexander James Dallas (futur Secrétaire du Trésor et l'un de ses amis proches) en 1792, il s'éprend de la fille du Président du Parti républicain de New York, Hannah Nicholson¹¹⁵, et se

Washington et à celle de la révolution industrielle (réfutant les temps coloniaux pour sonner l'entrée dans l'âge de la liberté de marché). Or, tous les attributs fédéraux devant procéder d'une habilitation constitutionnelle, rien n'autorise en l'occurrence la Constitution à valider une telle création. Mais habile rhéteur, Hamilton se désengorge du principe de la légalité au nom de l'intérêt collectif pour persuader Washington et le Congrès le 25 février 1791 d'instaurer une Banque nationale munie d'un privilège de 20 ans, capable d'émettre des billets et de proposer des dépôts et prêts.

114 L'année 1791 occasionne alors la création de deux partis politiques. D'un côté les positions d'Hamilton s'identifient à ceux qui défendent sans vergogne la prééminence de l'empreinte fédérale, dénommés fédéralistes; de l'autre, Jefferson et Madison (qui rejoint le camp en 1801), partisans des intérêts du peuple face à la classe dominante, dénommés républicains, ou plus exactement républicains-démocrates (à ne pas confondre avec les républicains de Lincoln). Le parti républicain est fondé par Jefferson en 1791.

115 AG to Badollet, 30th July 1793; AG to Miss Nicholson, 25th July 1793.

fiance en novembre 1793 pour devenir père à six reprises (James, Albert Rolax, Catherine, Frances, Sophia Albertine, Hannah Maria). Trois de ses enfants meurent en bas âge. Cette même année 1793, il obtient la consécration populaire au Sénat des Etats-Unis en tant que républicain¹¹⁶ (2 décembre 1793 au 28 février 1794), bien que celui-ci soit présidé par une majorité fédéraliste et alors qu'il n'est pas même candidat. Mais pas plus son implication dans la « Whiskey rebellion » que ses allégeances anti-fédéralistes n'entravent son accession. Aussitôt, il lance une motion en décembre 1793 visant l'élaboration d'un rapport destiné à mesurer exhaustivement l'état des finances fédérales qu'il expose en quatre catégories¹¹⁷. Hamilton rejette aussitôt la teneur de la proposition qu'il juge longue et trop complexe¹¹⁸ (le rapport aboutira finalement en 1800)¹¹⁹.

Alors qu'il jouit à ce moment-là déjà d'une considérable autorité en matière de finance, son élection sera finalement rejetée pour une cause formelle d'inaptitude en 1794; Gallatin ayant résidé moins de neuf années comptabilisées sur le sol américain. Le Sénat ne fait peu cas de mansuétude et le prie de retourner en Pennsylvanie (même pour une an-

116 L'épreuve électorale franchie, Albert Gallatin doit souffrir presque immédiatement les inévitables suspicions ou autres bassesses soulevées par sa naturalisation. Une fois les lois sur les étrangers adoptées, en même temps que celles sur la sédition en 1798 par Adams (*Alien and Sedition Acts*), Jefferson était en effet convaincu que de telles dispositions camouflaient sciemment la volonté de destituer Gallatin.

117 L'objectif de Gallatin est de fournir au Trésor des « comparative views » visant à attribuer chaque prêt à un Département spécifique, voir STEVENS, John Austin, *op. cit.*, p. 106. Il cherche plus exactement à évaluer le niveau d'endettement national aussi bien interne qu'externe, ce dès le début du gouvernement de 1789 (état sur le degré de remboursement des dettes jusqu'à cette date 1794, état des dettes liées à l'étranger, un résumé des recettes et des dépenses actuelles du gouvernement fédéral depuis 1789). ADAMS, Henry, *op. cit.*, pp. 114-115; AG to Badollet, 1^{er} February 1794.

118 Hamilton qualifie le procédé en ces termes : « unexpected, desultory, and distressing calls for length and complicated statements », in ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 117. Sur un ton similaire, Oliver Wolcott écrira en 1799 à Hamilton ceci : « Gallatin (...) is evidently intending to break down this department, by charging it with an impracticable detail ». Voir également GIBBS, Georg and WOLCOTT, Oliver, *Memoirs of the Administrations of Washington and John Adams*, New York, Edited from the Papers of Oliver Wolcott, vol. II, 1846, p. 45.

119 ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 115; DUNGAN, Nicholas, *op. cit.*, p. 56.

née manquante). La déception passée, il entre finalement à la Chambre des Représentants des Etats en 1795 pour y demeurer jusqu'en 1801¹²⁰ (il relaye Madison à la présidence en 1797¹²¹). Tout auréolé de sa nouvelle fonction, il s'empresse de faire pression sur la politique budgétaire d'Oliver Wolcott et milite avec insistance dès 1795 à l'instauration d'une Commission permanente des finances, dix jours seulement après son élection, sans que les fédéralistes ne lui offrent de résistance (dénommée « House Ways and Means Committee », cette commission devient l'instance la plus puissante de la Chambre), ce afin d'assurer un contrôle strict sur le trésor et d'éviter la concentration des pouvoirs¹²².

En 1796, il est rédacteur parmi d'autres du fameux « Land Act¹²³ » – projet de loi dont les conditions d'appropriation des terres sont ouvertement libérales – et met en garde du risque d'une vente de terre aux privés, susceptible selon lui d'engendrer un irrémissible endettement¹²⁴. En juin

120 Les discours de Gallatin ou interventions orales à la Chambre des Représentants de 1795 à 1801 ont été reproduits in *Annals of Congress*, published by Gales & Seaton, Washington, 1834.

121 DUNGAN, Nicholas, *op. cit.*, p. 63.

122 WALTERS, Raymond Jr, *op. cit.*, p. 89; FURLONG, Patrick J., *The Origins of the House Committee of Ways and Means*, in *William and Mary Quarterly*, 3rd series, vol. 25, oct. 1968, pp. 587-604.

123 Voir également « Introduction to the Collection of Laws, Treatises, and other Documents having Operation and Respect to the Public Lands » (*Writings*, vol. III, p. 207-230). Gallatin exhorte les colons à devenir acheteurs prioritaires des terres et professe le décloisonnement par la participation du plus grand nombre d'acteurs dans le processus économique, voir *Introduction to the collection of Laws, Treaties, and other documents having operation and respect to the public lands*, in *Writings of Albert Gallatin*, vol. III, pp. 208-229; AG to Joseph Nicholson, 2nd January 1804. Et tel un mot d'ordre, il affirme : « Industry is, in every respect, perfectly free and unfettered; every species of trade, commerce, art, profession and manufacture, being equally opened to all, without requiring any previous regular apprenticeship, admission, or licence », cf. *Partial Report on the subject of American Manufactures*, 17th April 1810, in *Writings of Albert Gallatin*, vol. II, pp. 425-431. Aussi le « Land Act » de 1804 porte la marque des dispositions de Gallatin, et, contrairement à Hamilton, il envisage non la vente de vastes terres comme une opportunité offerte aux riches ou à la spéculation, mais en tant que moyen capable de stimuler l'économie des petits agriculteurs, s'alignant à ce propos sur la vision de Jefferson. Voir ADAMS Henry, *op. cit.*, pp. 166-167.

124 Bien que l'abondance des terres était l'un des grands atouts des Etats-Unis, c'était aussi en même temps une entrave majeure au développement du secteur industriel. « Gallatin recognized that the deceptively alluring combination of cheap land and

1796, il entreprend, suite à une suggestion de Jefferson, une analyse de l'état des finances américaines intitulée « A Sketch of the Finances of the United States¹²⁵ ». Au-delà d'un simple « national financial statement », il articule là ce qui deviendra le programme financier des années 1801-1809, et critique sans retenue les concessions à un endettement massif pendant la guerre d'Indépendance¹²⁶.

Une autre dispute politique s'ingénie à troubler l'ordre politique : le Traité de Londres conclu par John Jay avec la Grande-Bretagne en 1795¹²⁷. Le 22 avril 1793, Washington proclame la neutralité américaine dans la guerre de course que se livre pavillons français et anglais, mais sans soupeser l'éventualité qu'une pareille politique engendrerait. Pour Washington, l'Amérique n'a rien à gagner à s'immiscer dans le conflit. La Grande-Bretagne ordonne le blocus des produits en provenance de la France et de ses colonies, c'est-à-dire des îles antillaises avec lesquelles les ports américains commerçaient lucrativement. Les Anglais arraisonnent

high demand of American produce resulted in a nation dangerously dependent upon Europe for its need of manufacturers », KUPPENHEIMER, Louis B., *op. cit.*, p. 88.

125 Albert Gallatin, *A Sketch of the Finances of the United States*, in *Writings of Albert Gallatin*, vol. III, pp. 69-206.

126 Il montre que la dette a augmenté de près d'un million de dollars par année passant de 72,8 millions en 1790 à 78,7 millions en 1796, voir WALTERS, Raymond Jr., *op. cit.*, p. 91.

127 En novembre 1794, Washington débauche John Jay (alors Président de la Cour suprême), mais qui ne fera pas l'unanimité lors de la négociation à Londres puisque celle-ci sera qualifiée d'échec partiel, l'Angleterre en effet ne cèdera sur pas grand-chose. Si l'accord admet au commerce américain le libre accès aux Antilles et conclu à l'évacuation de la Grande-Bretagne au Nord-Ouest, il cautionne en guise de contrepartie le blocus anglais. Le « Treaty of Amity and Commerce » ratifié en juin 1795 résonne pour les fédéralistes comme un véritable humiliation en ce qu'il avantage sérieusement les Anglais. Voir NELSON, John R., *Liberty and Property : Political Economy and Policymaking in the New Nation, 1789-1812*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1987, p. 64; WALTERS, Raymond Jr., *op. cit.*, p. 97; MILLER, John C., *The Federalist Era, 1789-1801*, New York, Harper and Row, 1960, p. 168. Pour Jefferson, le Traité a tout d'une mauvaise négociation, voir MALONE, Dumas, *Jefferson and the Ordeal of Liberty, Jefferson and his time*, vol. III, New York/Boston, Little, Brown and Company, 1962, p. 234. Madison parle également d'un ruineux accord, in KETCHAM, Ralph, *James Madison : A Biography*, New York, Macmillan Company, 1971, 357-362; KOCH, Adrienne, *Jefferson and Madison : The great collaboration*, Oxford, Oxford University Press, 1964, p. 157-159.

de manière systématique les navires américains afin d'y débusquer des déserteurs anglais; 250 navires américains sont saisis par les Anglais en mars 1794 (« impressment »). Enfin les Américains contestaient aux Britanniques le droit d'occuper les ports et les forts en terre américaine, au sud des Grands Lacs, mais aussi d'aider les Indiens de la frontière dans leur résistance aux colons de l'Ouest¹²⁸. En 1794, l'hostilité est telle que le déclenchement d'une nouvelle guerre se présume. Washington se résout alors à dépêcher John Jay pour entamer un processus de désescalade.

A l'instar de la majorité de la classe politique, Gallatin fait part de son incrédulité à l'égard de ce traité¹²⁹. Malgré ses embarrassantes concessions¹³⁰, le Traité international de Jay aura eu le bénéfice de stimuler un débat qui officiellement débute le 7 mars, à savoir l'arbitrage entre pouvoir législatif et exécutif¹³¹. La controverse fait plus exactement ressortir la question de la compétence de la Chambre des Représentants dans la ratification des traités internationaux¹³². Jusqu'où en effet le Président peut-il décider de son unique postulat le budget de la défense ou le de-

128 SCHOELL, Frank L., *op. cit.*, p. 135; REMOND, René, *op. cit.*, p. 38

129 AG to Hannah Nicholson, 29th June and 6th September 1795.

130 MILLER, John C., *op. cit.*, pp. 164-168.

131 Si la Constitution reconnaît la théorique séparation des pouvoirs, l'étendue véritable du pouvoir relève du Président Jefferson, bien que celle-ci s'avère théoriquement soumise au partage. Preuve en sont les années 1801-1809 qui composent le « triumvirat », même si trois branches autonomes se partagent de façade l'exercice de l'exécutif, il est d'évidence que le Président s'approprie le pouvoir exécutif (Madison Secrétaire d'Etat et Gallatin Secrétaire du Trésor ont le statut de subalterne).

132 Il défend le principe de la séparation des pouvoirs avec une implacable vigueur, voir ADAMS, Henry, *The Formative Years*, Boston/New York, Houghton Mifflin Company, vol. I, 1947, pp. 59-65. Il faut selon lui limiter les prérogatives du Gouvernement qui risquent d'empiéter sur la liberté des Etats tant au plan social qu'économique. Le 10 mars 1796, il formule ses attaques contre la doctrine des fédéralistes et revendique non tant à la Chambre des Représentants l'exclusive prérogative de faire des Traités, mais à la manière anglaise, plus exactement un contrôle sur la conclusion des Traités, c'est-à-dire ni plus ni moins qu'un assentiment. Quand bien même le Sénat conservera ses prérogatives en matière de politique étrangère en complément à celles exercées par le Président, il réussit à assoir le rôle de la Chambre des Représentants en matière budgétaire, voir ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 161-164.

gré d'imposition ? Et Gallatin est de ceux qui pensent que la Constitution des Etats-Unis ne borne pas suffisamment l'étendue des pouvoirs¹³³.

Or, les agissements américains ont gravement froissé la France, plus particulièrement son ministre Talleyrand, indigné à voir les Américains tolérer de la sorte le blocus anglais. Les relations entre les deux nations se muent alors en état de guerre latente 1797-1798 (« quasi-war »¹³⁴). En 1797, Adams nomme une commission de trois membres pour négocier avec la France (d'automne 1797 au printemps 1798), mais ce sans véritable accomplissement. Intérim durant lequel Gallatin plaide farouchement le maintien de la paix : « that under existing circumstances it is not expedient for the United States to resort to war against the French republic¹³⁵ ». Il est en outre attaqué pour son manque de réaction que d'aucuns assimilent à de la passivité¹³⁶.

Dès cette période, il est considéré comme le véritable porte-parole de l'opposition républicaine¹³⁷. Enthousiasmé par sa persuasive puissance verbale, Adams le considère même comme « le premier débatteur et parlementaire de son époque¹³⁸ ». Un autre historien du XIX^e siècle le décrit comme suit durant ses années au Congrès : « Fluent in debate, always cool and ready, dignified, direct, cordial, and convincing. In all great

133 BOXALL, James A., *Albert Gallatin and America Foreign Policy, A Study in Thought and Action*, PhD. Diss., Michigan, Michigan State University, 1967, p. 40 and 47. Il prône l'indépendance des pouvoirs afin que ceux-ci n'interfèrent pas ou pire ne s'affrontent; House Annals of Congress, 4th Congress, 1st sess., 7th March 1796, p. 14; *ibid.*, 9th March 1796, p. 466-6; *ibid.*, 24th March 1796, p. 738 and 742-3, 470; WALTERS, Raymond Jr., *op. cit.*, p. 99.

134 Les corsaires français interceptent les navires américains en haute mer. Les tensions navales entre les Etats-Unis et la France coïncident en outre avec la création du Département de la Navy rendu indépendant de celui de la Guerre, voir SCHOELL, Frank L., *op. cit.*, pp. 138-139.

135 ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 200

136 BANNING, Lance, *The Jeffersonian Persuasion, Evolution of a Party Ideology*, Ithaca, Cornell University, 1978, p. 251; ADAMS, Henry, *op. cit.*, pp. 200-201.

137 KUPPENHEIMER, Louis B., *op. cit.*, p. 111 et 115; Jefferson suggère alors à Madison d'inclure le Suisse d'origine dans les Federalist papers; MALONE, Dumas, *op. cit.*, p. 256.

138 ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 643.

conflicts, he was champion of his party, its Achilles in attack, its Hector in defense, and its Nestor in council (...). He had, moreover, strong powers of analysis and concentration, united to unflinching endurance labor-traits of character which grew stronger with age and went with him to the grave¹³⁹». Pour Stevens enfin, dès le jour de son entrée en fonction, il a joui de l'attention et du respect de ses collègues, et c'est bien pourquoi la direction de son parti lui a été tout naturellement offerte¹⁴⁰; proposition qu'il refuse pour mieux sauvegarder son indépendance. Si dès 1794, l'administration centrale est vivement contestée, Jefferson prospère sur le mécontentement généralisé et l'année 1800 (qui coïncide en outre au transfuge du Congrès de Philadelphie à Washington) débute par un camouflet pour les fédéralistes; jugés trop belliqueux et désinvoltés dans leur gestion administrative, ils offrent pour ainsi dire aux républicains les clés du pouvoir. Le décès de Washington joint à la non-réélection d'Adams en l'an 1801 étiole définitivement leur primauté¹⁴¹. Jefferson est finalement élu par le concours du Congrès¹⁴². La démocratie jeffersonnienne recueille l'approbation de la classe populaire et porte en outre le projet résolument novateur d'offrir à la jeunesse les conditions d'une éducation saine. Jefferson connaît l'importance et la valeur de la Constitution et n'ambitionne nullement de détruire les institutions fédérales; il sait trop bien que la politique est art du compromis et face aux dissensions partisans, « le sage de Monticello » joue la conciliation¹⁴³.

139 VEECH, James, *The Monongahela of old, or, Historical sketches of south-western Pennsylvania to the year 1800*, Pittsburgh, 1852, pp. 23–24.

140 STEVENS, John Austin, *American Statesmen, Albert Gallatin*, Boston/New York, Houghton Mifflin, 1883, p. 173.

141 En guise de dernière mesure, le Président Adams nommera John Marshall, fédéraliste aux accents modérés et de surcroît ami de Gallatin, Président de la Cour suprême des Etats-Unis (qui lui donnera son autorité réelle). La rencontre de ces deux intelligences inaugurerait une première alternance politique basée sous le signe de l'équilibre.

142 A égalité de voix avec Aaron Burr, républicain lui aussi, Hamilton fera pencher la balance au 36^e tour de vote.

143 Les origines rurales du natif de Virginie éloignaient de lui toute nécessité d'une centralisation de principe. Trop conscient des risques délétères d'une décomposition du

L'équilibriste des finances

Forts de leur victoire présidentielle, les républicains proflent Gallatin comme le candidat le plus naturel au poste de Secrétaire d'Etat du Trésor. Des suites de sa respectabilité hautement acquise et de son rigorisme financier, le Président Jefferson lui offre en 1801 les clés du budget fédéral, et devient à 40 ans, le plus jeune membre du cabinet¹⁴⁴. Avec Gallatin, Jefferson réalise un choix éminemment astucieux à le nommer quatrième Secrétaire du Trésor de l'histoire, car il sait le Genevois d'origine économiquement habile à manipuler l'engrenage des finances. Gallatin publiera de surcroît un essai volumineux en juillet 1800 concernant la situation financière des Etats-Unis¹⁴⁵, attestant par là sa suffisante compétence à pourvoir judicieusement au poste. Propulsé sur la grande scène de l'Histoire, il destine sa première année de mandat à la compréhension du fonctionnement du Trésor et s'attache à déterminer le niveau d'endettement des Départements (tout en évaluant la dette fédérale à hauteur de 80 millions). La résorption des dépenses liées à la guerre¹⁴⁶

pouvoir, le nouveau Président refoule toute tentative de revirement radical et n'entend pas blackbouler subrepticement l'héritage fédéral. Soucieux qu'il soit d'affermir la conciliation, Jefferson s'interdit donc toute transition abrupte, voir BANNING, Lance, *op. cit.*, p. 196-7. Anti-fédéraliste par principe, c'est pourtant bien en presque fédéraliste qu'il agira, comme contraint par l'impératif des circonstances et surtout pour ne pas abîmer les récentes avancées fédérales si péniblement mises en place ; ce qui, soit dit en passant, ne l'empêchera pas, toute à sa posture d'homme de médiation, de lorgner en nationaliste ardent sur la conquête de nouveaux territoires. Jefferson supprime l'impôt sur l'alcool et abroge la loi sur les étrangers de 1798, mais touche de peu au système fiscal d'Hamilton. Il restreint en outre le budget militaire et supprime l'impôt direct qu'il mue en taxes douanières et met la flotte de guerre au placard.

144 CUNNINGHAM, Nobel E. Jr., *The Process of Government under Jefferson*, Princeton, Princeton University Press, 1978, p. 15.

145 *Views of the Public Debt, Receipts and Expenditure of the Unites States (1800)*, qui analyse la politique fiscale sous l'ère du premier gouvernement et dans lequel il défend la politique de Jefferson tout en affirmant que la dette fédérale a davantage augmenté que décréue.

146 Comme le suggère Burrows, la dette publique occupe chez Gallatin une sorte de terrain d'entente entre le « classical republicanism » et le « liberalism », soit la conciliation entre la richesse privée et le bien public ; position qui par ailleurs détone tant celle-ci paraît encore suspicieuse pour l'époque, voir BANNING Lance, *Jeffersonian Ideology Revisited : Liberal and Classical Ideas in the New American Republic*, William and Mary Quarterly 43, January 1986, p. 3-19.

constitue son premier objectif affiché¹⁴⁷. Gallatin se fend à ce titre d'une déclaration qui a le mérite de la clarté : « The reduction of the debt was certainly the principal object in bringing me into office¹⁴⁸ ». Le respect des droits des Etats de l'Union et la politique extérieure constituent les deux autres piliers qui jonchent son calendrier politique. Il faut dire que dans une Amérique encore dispersée, la promesse économique est digne de salut ! Il s'installe à Washington où il prête serment le 14 mai 1801 (la confirmation de sa nomination intervient quant à elle le 26 janvier 1802) sans engendrer ni tension ni agitation¹⁴⁹, mais son appropriation du domaine du Trésor sonne pourtant comme une première révolution budgétaire. Car pour le nouvel élu, la clarification de chaque dépense doit constituer l'autre pendant de l'équilibre budgétaire (système dit des « appropriations¹⁵⁰ »), objectif qui s'allie par ailleurs à l'exigence de transparence et de responsabilité, marié au souci d'une réduction des dettes et de diminution des dépenses (dette qui selon lui inhibe les initiatives d'entrepreneurs¹⁵¹). Il coupe les dépenses de la Navy et prône l'augmentation des revenus tout en refusant de souscrire à un amas de taxes (pour lui les taxes doivent être implantées seulement dans les activités com-

147 En appliquant 7,3 millions de revenus chaque année à la dette, il ambitionne de réduire de 32 millions en 8 ans l'endettement, et d'atteindre ainsi l'objectif final en 1817. Dans son rapport annuel au Congrès de 1802, il prévoit d'allouer 7 millions à la réduction de la dette sur les 10,2 millions de revenus. A noter qu'en 1800, les Etats-Unis jouissent d'une belle embellie démographique qui est à mettre sur le compte du début de l'industrialisation, sans compter que la guerre terminée préfigure une phase de croissance associée à un apport massif d'immigration, ce qui lui permet d'anticiper une hausse des revenus et une baisse des droits de douane, sans mettre en danger la couverture de la hausse des dépenses.

148 AG to Jefferson, 16th November 1801; ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 270.

149 L'objectif de Gallatin est d'utiliser la machinerie déjà existante afin d'éviter des perturbations et réaliser des économies aussi nécessaires que possible tout en augmentant la coopération entre le Congrès et le Département du Trésor. Il sait que la nation est à ses prémisses et nécessite la confiance en un gouvernement fort autant que la concorde des anti-fédéralistes et des fédéralistes, voir BURROWS, Edwin Gwynne, *op. cit.*, pp. 499-501.

150 « Strict system of specific appropriation for specific expenditures », voir ADAMS Henry, *op. cit.*, p. 299; Déclaration du 1^{er} mars 1802, Printed in Congress House, American State Papers, Finance, vol. I, Gales & Seaton, Washington, 1833, p. 755-757.

151 KUPPENHEIMER, Louis B., *op. cit.*, p. 94.

merciales et non dans les manufactures encore susceptibles de développement afin d'éviter toute forme de cristallisation). Gallatin imprime sa marque en exigeant l'établissement d'un rapport annuel détaillé sur l'état des finances dans l'idée de superviser chaque dépense¹⁵², et qui, dès lors, s'entend comme un droit à l'introspection budgétaire. Nul ne peut, selon lui, faire de politique sans l'exactitude des chiffres. La rigueur budgétaire doit donc avoir un corolaire : la transparence¹⁵³. Et pour ce faire, il plaide, sans consentir à une augmentation des impôts – bien que l'impôt direct sur le revenu n'existe pas encore (Federal Income Tax) – à un allègement de la ponction fiscale¹⁵⁴, suivant par là-même la philosophie financière engagée par Jefferson¹⁵⁵. Mais en refusant de voter les crédits pour la Navy¹⁵⁶, les tensions s'amoncellent sur les Anti-fédéralistes et les opposants

152 FURLONG, Patrick J., *The Origins of the House Committee of Ways and Means*, in William and Mary Quarterly, 3rd Series, n° 25, 1968.

153 Son obsession à la réduction de la dette confine à une approche si étroite que son acharnement finit par tourner au trompe-l'œil, au point d'être incapable de reconnaître une quelconque différenciation entre l'emprunt privé et public : « In his opposition to indebtedness Gallatin failed to distinguish between lenders who are typically capitalists and borrowers who are entrepreneurs, thus ignoring the functional relationship between them », KUPPENHEIMER, Louis B., *op. cit.*, p. 88. Notons que si Balinsky fait parler l'héritage familial genevois de Gallatin derrière son impérieux souci d'estomper la dette, cet éclairage semble bien trop sommaire aux yeux de Kuppenheimer., voir BALINSKY, Alexander, *Albert Gallatin : fiscal theories and policies*, New Jersey, Rutgers University Press, 1958, p. 11, 32 et 33.

154 AG to Jefferson, 16th November 1801 : il envisage en premier lieu son objectif via la vente de terres aux privés, puis dans un second temps en recourant à des taxes internes et en dernier il envisage une politique de dépenses, voir ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 270.

155 Dans sa biographie qu'il accorde au Président Jefferson, Bernstein explicite brièvement la philosophie financière de Gallatin, pour qui l'endettement est porteur de corruption et guerre. Pour Gallatin, la dette n'est ni plus ni moins « flagrant and pernicious break of the public faith and national morality », BERNSTEIN, Richard B., *Thomas Jefferson*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 12. Voir également DORFMAN, Joseph, *The Economic Mind in American Civilization, 1606-1865*, 2 vols., New York, Vikings Press, 1946, I, p. 307.

156 « By reducing the nation's dependence on a standing army for its defense, Gallatin was building a basis for trust rather than suspicion », ROYSTER, Charles, *A Revolutionary people at War : The Continental Army and American Character, 1775-1783*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1979, p. 35. Si Gallatin refuse aux fédéralistes la concession d'une Navy « with an indefinite increase of debt », les États-Unis continueront d'ailleurs sur cette voie en refusant d'accorder de façon illimitée des crédits à la Navy. Gallatin réduit le budget de l'armée de deux millions et passe celui de la Navy de 3,5 millions à un million, ce qui aura l'inévitable effet d'irriter

iront jusqu'à soupçonner l'honnêteté du trésorier suisse, en le dépeignant tel un espion à la solde des Français¹⁵⁷.

Pour Gallatin, réside dans toute dette un risque inhérent de maladie financière et politique, bref un engrenage dont il est toujours difficile de sortir. Aussi dans sa gestion des finances, il s'en prendra notamment aux gestionnaires, c'est-à-dire aux responsables fédéralistes qu'il jugera frivoles dans la gestion. Mais autant qu'il s'attache à la résorption des dépenses, il ne peut faire l'impasse sur d'éventuelles sources de revenus suffisants¹⁵⁸ et conclut à l'impératif développement du savoir-faire intérieur. Aux yeux du trésorier qu'il est, la résorption de la dette¹⁵⁹ ne peut opérer que par une gestion rigoureuse, pour ne pas dire foncièrement austère. Pour Gallatin, l'enjeu semble évident, tant vis-à-vis de la classe moyenne que des gens de modeste condition, et voit dans l'intérêt économique la clé et la fin de toute forme d'aliénation. Et, dans une rigueur bien suisse, il actionne les orientations du Trésor américain, armé de la conviction qu'en écartant la plausibilité d'une guerre, il dirigera la nation vers une

les fédéralistes. Voir SHEPHERD, Jack, *The Adams Chronicles : Four Generations of Greatness*, New York/Boston, Little Brown & Company, 1976, p. 224; Richard B. Morris, *Encyclopedia of America History*, New York, Harper & Brothers, 1953, p. 131.

157 Tour à tour dépeint comme « crafty Genevan » (Porcupine's Gazette, 2nd June 1797 and 16th June 1797), il essuie de viles attaques, voir Samuel Eliot Morison, *Life and Letters of Harrison Grey Otis*, 2 vols, Boston, 1913, I, 56-57; Pittsburgh Gazette, 28th May and 4th June 1796, 15th August 1798; Porcupine's Gazette, 30th June 1797, 28th March 1798 and 18th March 1797. Voir aussi le pamphlet de l'auteur anglais, William Cobbett, qui qualifie Gallatin de « wandering Israelite », plus habile selon lui à prêcher au sein des synagogues que dans le hall du Congrès, voir WALTERS, Raymond Jr., *op. cit.*, p. 100-101 et BOXALL, James A., *op. cit.*, p. 59-60.

158 Il exprime par là sa divergence avec Jefferson qui s'enthousiasme de la vision d'une économie essentiellement agraire, sorte d'« Acadie américaine » basée sur le commerce de petits propriétaires, quand Gallatin revendique lui le recours aux marchés financiers et propose de stimuler l'économie via le développement du savoir-faire intérieur.

159 S'opposant à Hamilton, pour qui la dette est une part intégrale et cohérente du système politique, Gallatin considère politiquement irresponsable que d'y consentir, voir NELSON, John, *Liberty and Property : Political Economy and Policymaking in the New Nation, 1789-1812*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1987, p. 24; Mc COY, Drew R., *The Elusive Republic : Political Economy in Jeffersonian America*, Chapel Hill, Omohundro Institute and University of North Carolina Press, 1996.

euphorie économique. Dit autrement, la promesse de paix est pour lui le moyen le plus sûr d'atteindre l'équilibre des finances. D'un mot, la vitalité d'une nation doit concourir et concorder à l'harmonie budgétaire¹⁶⁰. De 1801 à 1809, il réduit la dette nationale de 83 à 57 millions, et le succès de son programme fiscal s'étend jusqu'en 1806 où les revenus atteignent 14,5 millions.

Nonobstant sa politique de rigueur, cela ne l'empêche pas de claironner une ambition de grandeur, porté par la considération qu'étendre les terres, c'est encore affermir l'Union. Forgé par un sens aiguisé de la gestion et des affaires, il s'accorde avec le gouvernement de l'opportunité heureuse qu'est l'achat de la Louisiane, ce véritable « grenier du monde¹⁶¹ ». En lui la certitude qu'on ne peut être grand que par une expansion territoriale. Après la conquête de la liberté succède alors la projection territoriale¹⁶². Ce vaste territoire, délimité du Mississippi jus-

160 Si Gallatin considère certes le commerce comme un instrument digne de favoriser le progrès, il semble bien que l'on ne peut se satisfaire du portrait éhontément pacifique qu'en dresse Balinsky tant celui-ci paraît idéalisé. Gallatin sait qu'il est inconcevable que de renoncer à la force (voir KUPPENHEIMER, Louis B., *op. cit.*, p. 142-143 qui est plus nuancé sur ce point). L'épisode des « Barbary Pirates » illustre à ce titre l'une des illustrations les plus manifestes des limites de son pacifisme (ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 307). En Méditerranée, les navires marchands européens et américains sont fréquemment sujets à des attaques et rançons de pirates. Friables dans la protection de leurs navires, les forces navales américaines subissent les assauts de pirates. La politique américaine oscille entre 1780-1785 entre refus, négociation ou paiements d'argent. Gallatin envisage alors, afin de ne pas augmenter des taxes internes, la création d'un fonds méditerranéen établi par une surtaxe sur les importations. En 1815, Stephen Decatur met un point final à la « Seconde guerre barbaresque » et obtient la conclusion d'accords entre Tunis, la régence d'Alger et la régence de Tripoli (5 décembre 1815). Si Gallatin s'enquiert ardemment d'une résolution non belliqueuse, sa constance dans le pacifisme s'attache pourtant de considérations fortement utilitaires, car, comme il l'exprime à Jefferson : « I consider it a mere matter of calculation whether the purchase of peace is not cheaper than the expense of war » (AG to Jefferson, 16th August 1802). Pour preuve, au motif de coûts qu'il juge exponentiels (11 millions de dollars), il écarte également en 1805 la possibilité d'une guerre avec la Floride dans une longue lettre qui atteste au passage son approche logique, c'est-à-dire exsangue de toute émotionnelle implication quant aux choix budgétaires, voir AG to Jefferson, 3rd December 1805; ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 336; A. J. Dallas to AG, 21st December 1805.

161 SCHOELL, Frank L., *op. cit.*, p. 143.

162 En outre, la perspective de s'appropriier le Canada et la Floride représente une for-

qu'aux Rocheuses, représente le symbole accru d'une puissance territoriale indispensable à assouvir des desseins d'empire. S'élever au rang de grande puissance, c'est consentir aux moyens de sa politique, et tel est en somme le vœu qui recouvre la quête d'un nouveau territoire. Bref, la gloire nationale ne va pas sans condition. En 1763, la France, par l'entremise du Traité de Paris, livrait gracieusement la Louisiane à l'Espagne, mais comme désireux de rattraper l'Histoire, Bonaparte actionne malicieusement la rétroactivité du Traité en 1801, obligeant une rétrocession de territoire. La Louisiane redevenue française, Jefferson pressentait l'imminence d'un danger capable de brouiller l'essor américain. La présence du Premier Consul constitue autrement dit une ombrageuse menace dont il vaut mieux se départir. Talleyrand propose la vente le 11 avril 1803 pour remplir des caisses françaises désespérément vides. Monroe et Livingston (ministre plénipotentiaire) acquiescent l'offre d'achat le 20 décembre 1803 qui doublera au passage la superficie du pays. Si Gallatin n'a pas directement contribué aux négociations, il réussit une authentique prouesse financière¹⁶³ en libérant les quelque 15 millions de dollars sans augmenter les impôts¹⁶⁴, mais aussi et surtout pour avoir su assurer une conquête sans armes, sans morts et représailles¹⁶⁵.

Après la Louisiane, Jefferson lorgne – conscient que la destinée des États-Unis doit convoquer un volume conséquent de terres – vers la perspective d'une conciliation avec les populations indiennes. Il envisage plus

midable opportunité à saisir afin de s'assurer la mainmise sur les deux Amériques (Est à Ouest).

163 MALONE, Dumas, *Jefferson the President : First Term, 1801-1805 (Jefferson & His Time)*, Charlottesville, University of Virginia Press, vol. IV, 2006, p. 289-302; KETCHAM, Ralph, *op. cit.*, p. 418-420; BOXALL, James, *op. cit.*, p. 117 à 123; WALTERS, Raymond Jr., *op. cit.*, p. 180.

164 Il s'accorde à ce titre avec Londres sur un taux d'intérêts avantageux concernant une émission de titres qui seront repris par la banque Barings et la banque néerlandaise Hope & Cie, voir DUNGAN, Nicholas, *op. cit.*, p. 76.

165 En équilibriste du budget, il est suffisamment précautionneux pour que le processus d'achat n'affecte pas de manière rédhitoire l'état des économies, contribuant dans la foulée à la réélection de Jefferson en 1804, qui fit valoir le bon état des finances comme gage de ralliement.

exactement d'opérer un rapprochement avec l'Ouest et ses confins mystérieux en mettant sur pieds une expédition censée servir de premier galon vers l'hyperpuissance. Pareille ambition exprime au mieux selon Gallatin l'« intention of the founders » dans sa propension à l'expansion¹⁶⁶. Sous les ordres de Jefferson, les deux officiers Meriwelther Lewis et de William Clark¹⁶⁷ débudent leur périple à Saint-Louis puis remontent le Missouri en canoë pour atteindre le large du Pacifique (1803-1806). Pour Gallatin, pacifier l'Ouest est une autre façon de solidifier l'économie en assurant une interdépendance entre Etats¹⁶⁸. Sans toutefois participer à l'expédition, Gallatin s'applique au repérage du tracé des futures voies de communication. En 1807, l'Amérique est comme atteinte par la « fièvre des canaux¹⁶⁹ », et c'est ainsi qu'une résolution du Sénat enjoint alors la Trésorerie à rédiger un rapport en guise de remède à l'insolubilité chronique des transports¹⁷⁰. Gallatin contacte alors Ferdinand Rudolf Hassler, Suisse et général (qui deviendra au passage le premier « Superintendent of the Survey of the Coast » en 1816), afin de procéder à un projet de topographie et de relevé de données sur la côte Est américaine visant à pallier la fiabilité des cartes ainsi que la réorganisation du réseau de communication. Face à la perspective des défis routiers et autres infrastructures qui jonchent le calendrier, le pari de l'équilibre est éminemment périlleux. S'érigeant alors en stratège de la construction, Gallatin recommande des travaux massifs afin de viabiliser les voies de communication en état de presque impraticabilité. Les Etats-Unis souffraient dès le début des années 1800 d'importantes dégradations routières et de plans d'eau impraticables. Nécessiteux d'un agencement routier afin de combler les évidentes failles, imprécisions cartographiques ou autres aberrations ar-

166 AG to Jefferson, « Remarks on the President's Message », 4th October 1803; AG to Jefferson, 13th January 1803; AG to Jefferson, 13th April 1803.

167 *The Journals of the Lewis and Clark Expedition*, edited by Gary Mouton, Lincoln, University of Nebraska Press, 13 vol., 1999.

168 WALTERS, Raymond Jr., *op. cit.*, p. 176.

169 REYMOND, René, *op. cit.*, p. 56.

170 DUNGAN, Nicholas, *op. cit.*, p. 77.

chitecturales qui entravaient le processus des échanges commerciaux, les dispositions du rapport Gallatin¹⁷¹ se destinaient à fournir une réorganisation du réseau routier et naval en revitalisant les flux économiques via le transport de marchandises, plus exactement entre les agriculteurs et les petits commerçants¹⁷². Car une économie qui s'enlise, c'est une économie qui meurt¹⁷³. Si les dispositions du rapport Gallatin parurent théoriquement séduisantes, ils ne déployèrent que peu d'effets, témoignant de la rigidité pour le dire pudiquement ou de la frivolité des politiciens d'alors, mais eurent le mérite de dessiner l'architecture future des routes nationales¹⁷⁴. A la différence des fédéralistes, Gallatin voit dans la puissance étatique un moyen de faciliter le développement avec les zones rurales, quand les fédéralistes et Hamilton tiennent l'Etat en figure tutélaire et directrice¹⁷⁵.

171 *Report of the Secretary of the treasury on the subject of public roads and canals*, Philadelphia, 1808, 123 p.

172 *On Internal Improvements (Roads and Canals)*, 4th April 1808, in *State Papers, Miscellaneous*, vol. I, pp. 724-741.

173 L'assertion prend une acuité encore plus véridique au XVIII^e siècle, du fait de routes aux revêtements déliquescents et de rivières trop souvent impraticables en raison de cascades et de courants indomptables. Ainsi conçoit-il, toute en ingéniosité, un plan de navigation national de transit destiné à revigorer les courants maritimes, du Massachusetts à la Géorgie, de l'Hudson jusqu'au Cap Fear. Les moyens de communication de l'époque sont à vrai dire une condition vitale à la progression nationale. Imprégné de la philosophie des transports européens de la France, notamment entre 1600 et 1700, et plus tardivement de la Grande-Bretagne, le rapport final de Gallatin – au demeurant brillamment détaillé – annonçait des projets d'infrastructure pour près de 20 millions de dollars (que le Congrès refuse), somme il est vrai aux allures astronomiques pour l'époque. Né de l'ambition de doter les Etats-Unis d'un réseau enfin fluide, ce plan, déposé en 1808, trouvera sa pleine expansion, en dépit des résistances partisans, sur une période de quelques dizaines d'années. Voir pour plus de détails O'BRIEN, Dennis H., *op. cit.*, p. 188.

174 Relevons que l'année 1817 verra le prélèvement de 1,5 million de dollars sur un fonds de réserve destiné à développer des routes et des canaux (*Calhoun's Bonus Bill*) sous la Présidence de Madison, qui, pourtant, bloquera la loi « internal improvements ». De 1817 à 1829, les tarifs douaniers, les améliorations des moyens de transport et le sort de la banque des Etats-Unis constituent les trois enjeux qui agitent le mandat de Madison.

175 Pour lui, les progrès de communication sont voués à mieux faire sentir l'autorité fédérale et dans son rapport, il affirme ceci : « The great geographical features of the country have been solely adhered to in pointing out those lines of communication : and these appear to embrace all the great interests of the Union, and to be calculated to diffuse and increase the national wealth in a very general way, by opening and intercourse between the remotest extremes of the United States », 12 April 1808,

Conséquemment à leur victoire à Trafalgar en octobre 1805, les Anglais s'approprient la domination des mers et des océans et font à nouveau valoir leurs prétentions à l'assujettissement en déclarant un état de blocus sur l'entier des côtes de l'empire français. Napoléon rétorque de Berlin (1806), puis de Milan (1807) par le « système continental », soit l'interdiction d'accoster dans les ports britanniques et ne fait peu cas du droit des neutres. Or la mesure n'est pas sans affecter grandement la flotte américaine dont les échanges commerciaux avec la Grande-Bretagne étaient plus propices qu'avec le reste de l'Europe. En 1807, « les Ordres en conseil » prohibent à leur tour aux navires neutres d'échanger commercialement avec les ports français. Asphyxiés entre deux embargos, les Etats-Unis se devaient de réagir. Mais L'imbroglio maritime ne se démêle pas et amorce une désescalade abrupte des relations. L'incident entre le *Leopard* et le *Chesapeake* (22 juin 1807) persuade Jefferson (après l'échec des négociations de Monroe et Pickney d'aboutir à un compromis¹⁷⁶) d'entrer dans la bataille commerciale en rétorquant par un imposant blocus (« Embargo Act ») en décembre 1807 qui interdit aux navires de toute nationalité de faire voile vers l'un des ports américains (engageant du même coup une politique de moins en moins neutre et de plus

Report of the Secretary of the treasury on the subject of public roads and canals. Il propose en outre un programme de centralisation économique qui était non sans rappeler celui de Hamilton de 1791 « Report on Manufactures ». Si à l'instar d'Hamilton, il croit en économie diversifiée, associant agriculture, industrie et commerce, Gallatin prône, contrairement à ce dernier une économie ouverte et un système institutionnel qui encourageaient la participation du plus grand nombre d'acteurs. il intègre toute la dimension de la vie sociale dans le processus économique, quand Hamilton, malgré son soutien à une économie diversifiée, ambitionne une étroite collaboration entre le gouvernement et les principaux « merchants » afin d'avoir une mainmise efficace voir KUPPENHEIMER, Louis B., *op. cit.*, p. 82-83; MITCHELL, Broadus, *Alexander Hamilton : A Concise Biography*, Oxford, Oxford University Press, 1976, p. 217-220. Kuppenheimer affirme à ce propos : « Gallatin viewed the government's role as that of a facilitator of natural economic forces rather than a shaper of the nations fiscal destiny. Gallatin's plan for a national transportation system exemplifies his belief that the government had a legitimate role in planning and carrying out a system that could only be effective in benefiting everyone if it transcended narrow state and private interests », KUPPENHEIMER, Louis B., *op. cit.*, p. 92.

176 La réplique américaine sourde d'abord en avril 1806 (*Nicholson Act*), puis par la promulgation d'un « Non-Importation Act », officialisé par Monroe en novembre 1806.

en plus portée à l'arbitrage des controverses internationales). Une telle prohibition des importations externes engage une isolation commerciale qui se voulait certes une mesure temporaire de précaution¹⁷⁷. Sans tarder, Gallatin s'oppose à Jefferson et exhorte la non-persistance de l'embargo imposé à l'Angleterre, car à ses yeux, dénué de toute pertinence¹⁷⁸. Gallatin, farouchement contraire à ce type de manigance, voit dans le procédé la menace de pertes de revenus intérieurs et soupçonne que le gel des liens économiques n'affecte la fluidité des échanges¹⁷⁹. Et Gallatin n'a que trop raison, tant la mesure pêche par radicalité : l'effondrement massif du cours des produits américains incite le Président à engager un assouplissement, limitant en 1809 la prohibition à la France et à l'Angleterre (rebaptisé en « Non-Intercourse Act » et voté par le Congrès 1^{er} mars 1809, se bornant dorénavant à interdire le commerce avec la Grande-Bretagne et la France)¹⁸⁰. A nouveau, il réitère son dévouement pacifique : « we will be poorer, both as a nation and as a government, our debt and taxes will increase, and our progress in every respect be interrupted¹⁸¹ », confesse-

177 ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 369.

178 AG to TJ 2nd Decembre 1807; AG to TJ, 23th December 1807; AG to TJ, 29th February 1808; Walters, Raymond Jr., *op. cit.*, p. 198; STAGG, John C. A., *Mr. Madison's War : Politics, Diplomacy, and Warfare in the Early American Republic, 1783-1830*, Princeton, Princeton University Press, 1983, p. 23; LAFEBER, Walter, *The American Age : United States Foreign Policy at Home and Abroad Since 1750*, New York, W.W. Norton & Company, 1989, p. 57; BOXALL, James A., *op. cit.*, p. 164-165.

179 AG to Jefferson, 6th August 1808. Gallatin réagit par pragmatisme et ne succombe pas à la tentation idéologique, mais doit rapidement abandonner ses ambitions budgétaires, l'embargo ayant engendré d'irrémissibles pertes puisque l'Amérique dépend encore du commerce externe, voir DUNGAN, Nicholas, *op. cit.*, p. 82.

180 En 1810, l'abrogation devient inévitable, la mesure draconienne ne pouvant plus perdurer pour des questions de fonctionnement interne, mais demeure malgré tout le sentiment de défiance. Il faudra attendre 1811 pour qu'une libéralisation du commerce maritime ne trouve sa pleine expression. Voir JOHNSTONE, Robert M., *Jefferson and the Presidency : Leadership in the Young Republic*, Ithaca, Cornell University Press, 1978, p. 292-3.

181 AG to Hannah, 10th July 1807, il dit : « to avert war if it can be done honorably ». Mais quand l'opinion et les circonstances s'allient, Gallatin sait qu'il n'est permis de lui opposer une fin de non-recevoir. La guerre, c'est le problème toujours, la solution parfois ! Au fond, il en pressent l'inévitable déclenchement et propose un plan qui astucieusement évite l'engrenage de nouvelles dettes; STAGG, John C. A., *op. cit.*, p. 90-91; WALTERS, Raymond Jr., *op. cit.*, p. 247. Gallatin se devait de chiffrer un plan de défense et estime à 18 millions annuel, dont 8,5 millions au travers des

t-il à sa femme Hannah. Mais Madison, qui a succédé à Jefferson le 4 mars 1809¹⁸², hérite d'une situation compromettante : les pertes de revenus douaniers sont à moitié compensées par des taxes internes). Epaulé de Monroe et notamment des Sénateurs Henry Clay et John C. Calhoun (« War Hawks »), atteints de la « fièvre expansionniste¹⁸³ », le Président est incité à durcir sa politique. Madison soulève aussitôt « l'impressment » comme motif de guerre (incorporation de force de citoyens américains au sein de la marine britannique). Gallatin prie Madison de ne pas entrer dans le jeu de l'affrontement ou de perpétuer une politique restrictive, sous peine de voir les revenus notoirement décliner¹⁸⁴.

Une survenance fâcheuse donne définitivement gage à la tentation de s'embarquer vers une nouvelle insurrection : l'attaque de Tippecanoe (Indiana) en 1811. Cette attaque de tribus indiennes camoufle selon les « War Hawks » la marque britannique. Il n'en faut dès lors pas plus pour valider une entrée en guerre le 18 juin 1812, alors même que deux jours avant l'ouverture des hostilités, l'Angleterre renonçait à toutes les restrictions sur le droit des neutres. Mais le véritable élément déclencheur repose en vérité sur le blocus anglais qui interdit tout commerce entre la France et les Etats-Unis. Madison est en effet décidé à faire respecter le droit des neutres, et malgré les efforts consentis par Gallatin¹⁸⁵, la

revenus existants, 2'500'000, nouvelles taxes, 7 millions pour les prêts, voir KUP-PENHEIMER, Louis B., *op. cit.*, p. 125.

182 Soulignons que Jefferson avait fini par abandonner sa charge quelques mois plus tôt, rendant Gallatin et Madison virtuellement responsables du manquement de l'exécutif, voir JOHNSTONE, Robert M., *op. cit.*, p. 186-7; MALONE, Dumas, *Jefferson the President : First Term, 1801-1805 (Jefferson & His Time)*, *op. cit.*, p. 578-9.

183 SCHOELL, Franck L., *op. cit.*, p. 146.

184 DeCONDE, Alexander, *A History of American Foreign Policy : Growth to World Power (1700-1914)*, vol. I, 1963, p. 92.

185 Avec la collaboration de Madison, Gallatin rédige un rapport dans l'idée de traiter avec la Grande-Bretagne : « Campbell's Report », 22nd November 1808, in *Writings of Albert Gallatin*, vol. I, p. 435; State Papers, Foreign Relations, vol. III, pp. 259-262; ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 378. L'abandon du principe de neutralité est selon lui une désastreuse conséquence et dans l'impossibilité de concilier ses collègues, le seul moyen est d'en retarder l'échéance, mais refuse que les Etats-Unis déclarent les premiers l'entrée en guerre. Pour lui, un retardement offre deux avantages : d'une part

guerre de 1812 contre la Grande-Bretagne (ou « Seconde guerre d'Indépendance ») provoque des nuisances qui ébranlent l'équilibre ardemment défendu jusqu'ici¹⁸⁶. A la surprise de Gallatin, et malgré la réticence affichée par les milieux bancaires, l'opinion publique accorde les bons du Trésor à hauteur de 21 millions¹⁸⁷. Non entravés dans le maniement de leur flotte, les Anglais débarquent sur les côtes sans que l'armée américaine ne puisse rien objecter. Aussitôt, les Anglais s'emparent de Washington où ils ne s'embarrassèrent pas d'incendier la Maison blanche et le Capitole (de même que la maison de Gallatin). Mais les Américains qui bénéficient de l'avantage du terrain (dirigés à cette période par le valeureux Jackson), parviennent à repousser la furie anglaise, d'abord à Baltimore, puis à Plattsburgh dans l'Etat de New York. Avec Washington, Gallatin fait le constat « que l'Amérique, n'ayant pas de richesse accumulée, de capital national, la guerre a épuisé les forces naturelles du pays¹⁸⁸ ».

La guerre, ce n'est pas seulement pour lui un risque d'enlèvement systématique, c'est une potentielle béance du point de vue financier. Gallatin désinvestit ainsi le langage de la puissance militaire pour lui préférer la pédagogie du budget. Si l'hygiène financière doit constituer le levier de la politique américaine, la vitalité d'une nation tient à sa propension à maintenir une justesse dans toute dépense. Non certes qu'il argue en faveur d'un renoncement complet ou au démantèlement de la puissance

il offrirait du temps aux Britanniques d'éprouver leurs bonnes intentions et d'autre part le temps à la population américaine de s'acclimater des modalités du Traité, voir BURROWS, Edwin Gwynne, *op. cit.*, p. 120-123.

186 WALTERS, Raymond Jr., *op. cit.*, p. 240-249; AG to Jefferson, 18th December 1812: « The series of misfortunes experienced this year in our military land operations exceeds all anticipations made even by those who had least confidence in our experienced officers and undisciplined men ».

187 Il considère qu'une entrée en guerre rendrait le gouvernement impopulaire, vu l'état précaire et la non-préparation des Etats Unis, il craignait une humiliation par les Anglais, voir KETCHAM, Ralph, *op. cit.*, p. 79-89; BROWN, Roger H., *The Republic in Peril : 1812*, New York, Columbia University Press, 1964, p. 67-68; BOXALL, James A., *op. cit.*, p. 225-226.

188 LABOULAYE, Edouard, *op. cit.*, p. 412.

militaire, étant donné que la guerre équivaut au mode le plus évident et répandu de résolution des litiges, mais l'exhorte plutôt à devenir l'exception. Soulignons malgré tout que le conflit de 1812 s'est avéré un propulsif majeur au phénomène d'industrialisation en accélérant le besoin de production.

La conversion diplomatique et la dernière vocation

En février 1811, la pression qu'impose les fédéralistes à la suppression des liens avec la Grande-Bretagne ainsi que le rejet de poursuivre la défense de la Banque des États-Unis¹⁸⁹ ébranlent sa foi en la nouvelle adminis-

189 La Banque des États-Unis transcrit encore entre Gallatin et Jefferson une profonde divergence de vues quant à sa possible prorogation ; MALONE, Dumas, *Jefferson and the Rights of Man*, vol. 2, New York/Boston, Little Brown & Company, 1948, p. 340 ; CUNNINGHAM, Nobel E., *The Jeffersonian Republicans ; the formation of party organization, 1789-1801*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1957, p. 8. Gallatin s'oppose à sa disparition et argue que sa continuité est digne de se préserver des effets trop souvent délétères de conquête militaire. Elle représente, pour le Secrétaire au Trésor, un facilitateur de stabilité, quand ses opposants la perçoivent comme le symbole d'une insoutenable sujétion aux fluctuations étrangères. Insensible aux arguments de Gallatin, le Congrès botte en touche et refuse en 1811 la concession d'un renouvellement, jugeant préférable d'accorder des licences à diverses banques, avec la conséquence d'engendrer un désordre financier (la crise économique de 1819 mettra les petits exploitants en demeure de rembourser). Madison, d'abord réticent avant d'obtempérer à une prolongation, est conscient que la multiplication de banques autonomes ne peut être que peu concluant, et finit par renouveler le privilège de la Banque centrale en 1816. Jefferson écrira alors à Gallatin (TJ to AG, 13th December 1803) : « This institution is one of the most deadly hostilities existing, against the principles and form of our Constitution ». Jefferson craignait en effet que la Banque ne double la Constitution en cas de guerre notamment. Le 2 mars 1809, Gallatin soumet son « Report on the Bank of the United States » (in State Papers, Finance, vol. II, pp. 351-353) au Sénat, qui contenait les réponses aux objections du Président et destiné à apaiser l'ardeur contestataire ; par exemple Gallatin propose en guise de mesure convaincante, le fait de donner une visibilité marquée aux régions en proposant une représentation régionale dans le management de la Banque (KUPPENHEIMER, Louis B., *op. cit.*, p. 85) et consentir à prêter au gouvernement jusqu'à trois cinquièmes de son capital. Pour lui, une telle institution est un gage de sûreté dans le processus de circulation d'espèces en cas de crise ou de stagnation économique notamment. Une telle entité s'avèrerait dès lors plus sûre face à une pléthore de banque d'Etats (Congress House, American State Papers, Finance, vol. 2, Washington, Gales & Seaton, 1833, p. 351-353 and 481). L'année 1816 inaugure un système de centralisation financière. Il avance l'idée que la Banque centrale mette sur pieds d'égalité tous les Etats : « it is therefore of primary importance, that the

tration. Il affiche alors sans honte son découragement à Jefferson¹⁹⁰. Affecté par la perte de revenus en raison de l'embargo et las d'un combat financier qu'il juge perdu d'avance, il exprime un désir de retraite en 1811, avec la conviction que tout n'a pas été fait, et que la guerre, en plus d'enlever les hommes, lui a retiré son crédit¹⁹¹. Certain de la valeur de son trésorier, Madison se décide de l'envoyer en avril 1813 (son retrait de l'administration du Trésor sera officialisé en 1814¹⁹²) représentant des Etats-Unis chargé d'entamer les pourparlers de paix avec la Grande-Bretagne¹⁹³. L'essentiel est donc pour lui d'affermir la paix dès lors que les Etats-Unis n'ont ni l'intention ni les moyens d'envahir le Canada et moins encore la Grande-Bretagne. Emmenée par Gallatin, la délégation américaine (composée de deux Sénateurs fédéralistes James A. Bayard et Henry Clay, du Ministre américain à la Cour de Suède Jonathan Russell, de deux secrétaires John Payne Todd et George Mifflin Dallas, ainsi que de son fils James) se dirige à Saint-Pétersbourg où elle y rejoint le 21 juin 1813 John Quincy Adams (fils du Président et Ministre à la Cour Impériale de Russie) suite à la proposition de négociation émise par le Tsar Alexandre I^{er}¹⁹⁴. Mais l'hiver approchant, Gallatin doit se diriger vers Londres afin d'y sonder l'opinion anglaise¹⁹⁵. Le 25 janvier 1814,

commodity or substitute, which may be selected for that purpose, should be of a value as permanent as practicable, and the same in every part of the same country; and it is also highly desirable, that the same circulating medium should be common to all countries connected by commerce», explique-t-il dans *Considerations on the Currency and Banking System of the United States*, Philadelphia, Carex and Lea, 1831, p. 7 (published in : *American Quarterly Review*, December 1830).

190 AG to Jefferson, 8th November 1809.

191 Cette opinion doit être tempérée par le fait que Gallatin a unanimement concouru à la stabilité financière des Etats-Unis.

192 Il déclina par ailleurs deux propositions de prolongation (l'une en 1816 de Madison et l'autre en 1843 de Tyler).

193 En choisissant Gallatin, James A. Bayard, Sénateur fédéraliste et John Quincy Adams, Madison propose des personnalités qu'il sait disposées à promouvoir un élan pacifique.

195 AG to Marquis de Lafayette, 21st April 1814. A la fin du mois, il reçoit son accréditation à la commission pour la paix de la part d'Henry Clay et Jonathan Russell (letter to AG 20 April 1814). Malgré le désir presque atavique de châtier l'Amérique qu'il perçoit en Angleterre, il demeure enclin à croire en une résolution équitable, quand bien même l'opinion anglaise demeure désireuse d'en découdre encore; PER-

il quitte la Russie avec son fils et met six semaines à rejoindre Amsterdam (4 mars 1814) pour débarquer à Londres en avril de la même année. C'est là qu'il rencontre le philosophe Bentham, le Tsar à nouveau (17 juin 1814), et enfin Germaine de Staël¹⁹⁶. La Grande-Bretagne se refuse pourtant d'intenter un désamorçage de crise en négociant par l'intermédiaire de la Russie et s'obstine à traiter directement à Gand en Belgique. D'août à octobre 1814, les négociations s'enlisent : les Anglais étaient désireux d'augmenter leurs territoires au Nord de l'Amérique, alors que les États-Unis n'envisageaient nullement une modification territoriale¹⁹⁷. Pour Gallatin, le but premier consiste ni plus ni moins à revenir au statut *ante bellum*¹⁹⁸. Décrit par Stevens comme calme et « jamais aveuglé par la passion¹⁹⁹ », en sa qualité d'envoyé spécial, il est considéré comme la réelle boussole qui dicte le ton (notamment au cours de la rédaction)²⁰⁰. La paix s'ensuivra finalement par la ratification du Traité de Gand, à la veille de Noël de l'an 1814²⁰¹. Mais troublant paradoxe, le conflit perdura

KINS, Bradford, *Castlereagh and Adams : England and the United States (1812-1823)*, Berkeley, University of California Press, 1964, p. 100-109.

196 Il s'entretient sur fond de lyrisme avec Madame de Staël concernant la valeur de ses propriétés en Amérique, AG to Mme de Staël, 4th October 1814; ADAMS, Henry, *op. cit.*, pp. 533-534.

197 AG to Monroe, 26th October 1814.

198 Les négociations visaient dans les grandes lignes l'obtention d'un accord concernant les indemnités liées aux pertes, l'exclusion de la Grande-Bretagne des « trades » commerciaux avec les îles proches de la frontière américaine et l'absence de restriction des forces navales américaines sur les Grands Lacs. Les négociations portaient également sur des points plus spécifiques, comme le droit de l'Angleterre à commercer avec les Indiens garantis par le Traité de 1794, le droit des navires anglais sur le Mississippi, l'appartenance des terres comprises entre les « Rocky Mountains » et l'Océan Pacifique ou encore la détermination des frontières entre le Maine et le Canada. Outre le fait que Gallatin bénéficie de l'appui de son ami britannique Alexander Baring, voir ADAMS, Henry, *op. cit.*, pp. 409-501; *Writings of Albert Gallatin*, vol. I, p. 545, qui lui garantit entre autres de précieuses informations concernant les positions de Lord Liverpool et du Duc De Wellington, il rejette les prétentions anglaises cherchant à créer une zone de tampon autour des Grands Lacs. Il est vrai qu'une telle concession limiterait de façon rédhibitoire l'expansion des États-Unis vers l'Ouest.

199 STEVENS, John Austin, *op. cit.*, p. 86.

200 WALTERS, Raymond Jr., *op. cit.*, p. 281; *Correspondence as Commissioner for negotiating a Treaty of Peace with Great Britain, 1814*, in State Papers, Foreign Relations, vol. III, pp. 705-726, 730-748 and vol. IV, p. 810.

201 Le Traité stipule la rétribution originelle des territoires de chaque partie. Or, si la conclusion semble contenter les parties, elle s'apparente en réalité bien plus à un ar-

jusqu'au 8 janvier 1815 (les armées n'ayant pas été suffisamment informées). Philosophant sur la portée de cette guerre, à peine un an après la fin des négociations, il écrit à Monroe : « The war has renewed and reinstated the national feelings and character which the Revolution had given²⁰² ». Bien qu'il conserve sur le principe le refus d'une concentration du pouvoir, la guerre de 1812 lui fera intégrer le fait qu'une Confédération de petits Etats indépendants s'avère trop vulnérable aux attaques externes.

Suivant l'achèvement du Traité de Gand, Gallatin prépare avec Adams et Clay à Londres en avril 1815 une proposition d'accord commercial destiné à entériner les principes de non-discrimination (liberté de commerce et de navigation) et supprimer tout déséquilibre, notamment sur les biens importés, en élargissant le commerce américain des territoires du Canada aux Indes orientales²⁰³. En 1815, il profite de son passage en Europe pour s'autoriser un retour dans sa ville natale avec son fils James²⁰⁴. S'il renoue avec ses origines, cela ne l'empêchera pas de critiquer l'ascendance aristocratique de Genève, ce même après l'ascension à l'indépendance de la ville²⁰⁵. Dans la cité de Calvin, son passage est remarqué. Il pren-

agement de façade tant les points discordants persistent. Aucun des points litigieux en effet n'est directement résolu, chacun s'accommodant d'un compromis boiteux (rien sur le droit des neutres). En dépit d'un accord satisfaisant, c'est le sentiment national, qui, au bout du compte, sort vainqueur (WALTERS, Raymond Jr., *ibid.*, p. 288). Relevons en outre que le Traité de Gand fut l'un des premiers grands actes juridiques de portée internationale engageant une application très large du principe de l'arbitrage.

202 AG to Monroe, 25th December 1814. Avant de poursuivre : « They are more Americans; they feel and act more as a nation; and I hope that the permanency of the Union is thereby better secured », AG to Matthew Lyon, 7th May 1816.

203 Le 3 juillet 1815, Gallatin finalise le projet par la conclusion du Traité intitulé « A Convention to Regulate the Commerce between the Territories of the United States and of his Britannick Majesty ». Nommé également « Gallatin's Convention », comme pour souligner son implacable implication, le présent traité incite par ailleurs les Etats-Unis vers une posture plus libérale (AG to Monroe, 25th November 1815). Voir sur ce point, *Correspondence as Commissioner for negotiating a Treaty of Commerce with Great Britain, 1815*, in State Papers, Foreign Relations, vol. IV, pp. 7-18.

204 ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 547.

205 Il voue une attention soutenue aux convulsions qui remuent sa cité natale et se félicite des concessions de nature libérale d'un gouvernement aristocratique à la fin du

dra notamment le temps de conserver entre deux banquets (dont un en faveur de Joseph Bonaparte) avec Charles de Constant et Jean de Sismondi²⁰⁶. Il assiste également à une messe en l'Eglise Saint-Germain à la mémoire de Louis XVI²⁰⁷. Sa visite sera ponctuée par des visites de châteaux. S'il refuse de revenir en 1816 au Trésor, c'est en raison de la politique monétaire qui selon lui n'arrange que les spéculateurs²⁰⁸. Madison émet alors l'idée de le nommer ministre en France afin d'obtenir une compensation due aux navires confisqués et détruits sous le règne de Napoléon ainsi qu'un traité de commerce (1816-1823). L'ancien chef des finances devenu conseiller du Prince fait miroiter ses qualités²⁰⁹. Son

XVIII^e siècle (ADAMS, Henry, *ibid.*, p. 598). Même éloigné, Gallatin n'est pas tout-à-fait oublié à Genève comme le souligne avec pertinence Rappard (RAPPARD, William Emmanuel, *op. cit.*, pp. 15-25). En 1798 en effet, le révolutionnaire vaudois Jean-Jacques Cart avait pris soin de faire part à Pierre Ochs « de ce Genevois américanisé » (CART, Jean-Jacques, *De la Suisse avant la révolution et pendant la révolution : des bases essentielles à son gouvernement futur et à son indépendance*, Lausanne, 1802, p. 9). Dans son discours du 20 juin 1814 prononcé pour la première cérémonie des Promotions de la Genève restaurée, Sismondi explique que la destinée de Gallatin gratifie Genève (De SISMONDI, Jean Charles Léonard Sismonde, *Considérations sur Genève, dans ses rapports avec l'Angleterre et les Etats protestants, suivies d'un discours prononcé à Genève, sur la philosophie de l'histoire*, Londres, 1814, p. 45). Enfin en 1823, alors qu'il se trouve à Paris, le gouvernement genevois sonde l'avis de Gallatin « quand la liberté de la presse qui régnait en Suisse menaçait d'attirer sur elle les foudres des puissances réactionnaires », et requiert l'usage de la prudence (RAPPARD, William Emmanuel, *op. cit.*, p. 22), sans qu'il nous soit réellement permis de mesurer l'exacte teneur de son influence (Exp. succ. Cons. Représ., 1824, p. 9 et ss.; Mém. Ass. Constit., 1842, t. I, p. 526 ss). A 86 ans, il rédige son dernier écrit, une notice historique sur Genève et son Académie preuve de son affection virale et jamais démentie pour sa cité (AG to Jean Badollet, 29th July 1824 et AG to Sismondi, 10th June 1842; *Writings of Albert Gallatin*, vol. II, p. 639 et ss).

206 Le 25 janvier 1815, le Conseil d'Etat désigne deux de ses membres pour complimenter Gallatin (Registre du Conseil, 315, fôl. 258-261). Voir également pour davantage de détails, Notes journalières de Marc-Louis Rigaud, 1815, ainsi que la lettre de Charles de Constant à sa sœur Rosalie (Bibliothèque publique et universitaire de Genève, Manuscrits Constant, 16, VI).

207 Le secrétaire d'Etat Turretini détaille la messe en l'honneur de Louis XVI dans une lettre à Pictet de Rochemont (lettre du 2 février 1815, Archives d'Etat, Pièces historiques n° 5730).

208 AG to Jefferson, 27th November 1815.

209 Adams souligne en ces termes l'importante contribution de Gallatin dans le processus de négociation : « Without disparagement to any other of my late or present colleagues I consider him as having contributed the largest and most important share to the conclusion of the peace... », John Quincy Adams to Louisa Catherine Adams, 27th September 1814, in Worthington Chauncey Ford, in *Writings of John Quincy Adams*, vol. 5, New York, Macmillan Company, 1915, p. 146. Voir également KET-

expérience politique du Trésor le mène à endosser auprès du public et de la gent politique une stature de référence auprès de laquelle les autres ambassadeurs quémandent recommandations²¹⁰.

En septembre 1815, il est à New York et fait part de sa réticence à sa future nomination en tant que ministre en France pour raisons familiales²¹¹, mais la pression exercée par Madison finit par payer, et le 27 janvier 1816, il succède à William Crawford. Mais Paris ne recueille pas, du moins aux premiers abords, les faveurs de Gallatin, tant il est vrai l'enlèvement à Waterloo a contribué à faire d'elle une nation au relief sans faste. Eloigné des fracas de la vie politique américaine, il découvre la quiétude d'une autre vie. Baigné dans l'effervescence de la vie intellectuelle et culturelle, c'est au détour de nombreuses bibliothèques qu'il aigüise son goût pour l'ethnologie²¹². La capitale française lui offrira pourtant « les plus belles années de sa vie », dira-t-il à Badollet²¹³. Si la compensation n'aboutit pas, le traité de commerce (accord conclu entre le Baron de Neuville et John Quincy Adams alors Secrétaire du Trésor en 1821), lui, trouvera sa concrétisation, sans que Adams ne juge utile de le convoquer à la conclusion (ce qui, soit dit en passant, aura don de froisser le sens des formalités de Gallatin)²¹⁴.

CHAM, Ralph, *op. cit.*, p. 557 : « Gallatin was the administration's most prestigious and skilled negotiator. His presence on the mediation commission would underscore as nothing else could the earnestness of Madison's desire for an honorable peace ».

210 Adams dresse à ce propos un portrait presque empreint d'admiration : « They are certainly not mean men, who have been opposed to us; but for extent and copiousness, for vivacity of intellect, and fertility of resource, there is certainly not among them a man equal to Mr. Gallatin », John Quincy Adams to Louisa Catherine Adams, 9 sept. 1814 (In *Writings of John Quincy Adams, op. cit.*, vol. 5, 1915, p. 121); WALTERS, Raymond Jr., *op. cit.*, p. 345.

211 AG to Madison, 23th November 1815.

212 L'influence française en ce qui concerne ses travaux sur les langues indigènes est à vrai dire attestée autant que celle exercée par Alexandre von Humboldt rencontré en 1804 à Washington, voir WALTERS, Raymond Jr., *ibid.*, p. 329).

213 AG to Jean Bodollet, 29th July 1824; ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 598.

214 *Correspondence while Minister to France, 1816-1823*, State Papers, Foreign Relations, vol. V, pp. 24-36, 284-313, 645-673.

En 1817, il se déplace à La Haye pour quatre semaines de négociations censées parachever un accord relatif à l'amarrage des bateaux américains dans les colonies hollandaises (« treaty open commercial agreements »), entérinant les principes de non-discrimination des Pays-Bas jusqu'à la Belgique (avec le ministre américain sur place William Eustus). Les Hollandais se révèlent rapidement intransigeants et la désentête l'emporte. Il rejoint à Londres, le 16 août 1818, Richard Rush et prend aussitôt la tête de la délégation américaine, et sous la recommandation d'Adams, s'évertue de proroger de 8 à 10 ans le délai de la Convention de 1815, tant l'ambiguïté du Traité de 1812 nécessitait des points de précision²¹⁵. A son agenda commercial figure notamment la question des relations commerciales, une compensation pour les esclaves, ainsi que l'établissement d'un accord sur la frontière entre les Etats-Unis et le Canada de l'Ouest des Rocheuses jusqu'au Columbia basin (concessions des Anglais au trade concernant Newfoundland fisheries), mais qui laisse à plus tard la problématique de la frontière sur l'Oregon²¹⁶. Il remporte de significatives concessions concernant la frontière entre le Canada et les Etats-Unis, de même qu'un droit de navigation « West Indies » ainsi que sur le Mississippi. Et s'« il s'en acquitte à la satisfaction complète de son gouvernement²¹⁷ », pour Walters, la Convention de 1818, « is momentous enough to make certain for Gallatin a place as one of the great diplomatists in our history²¹⁸ ».

En 1819, sous l'impulsion de la Présidence Monroe, les Etats-Unis convainquent l'Espagne (persuasion qui mélange la menace) de leur cé-

215 *Correspondence as Joint Commissioner with Mr. Rush to negotiate the Treaties of 1818 with Great Britain*, State Papers, Foreign Relations, vol. IV, pp. 380-407.

216 Il reprend les négociations avec la Grande-Bretagne concernant l'ajout d'un territoire américain, il s'agit d'un correctif à une clause du Traité de 1783 stipulant une erreur dans la détermination de la frontière entre le Lac des Bois (Lake of Woods) et le Lac Supérieur, soit entre les Etats du Minnesota et du North Dakota.

217 RAPPARD, William Emmanuel, *op. cit.*, p. 10.

218 WALTERS, Raymond, Jr., *op. cit.*, p. 345.

der la Floride²¹⁹. Reprenant à son compte la doctrine de Washington pour en étendre le principe à l'Europe, Monroe entend rester en bon terme avec l'Europe et plaide en conséquence une réciprocité amicale interdisant toute immixtion, avec comme conséquence d'étendre l'hégémonie américaine sur le continent américain entier. Il défend le principe de non-colonisation afin que les puissances européennes n'interfèrent pas en Amérique, tandis que les Etats-Unis renoncent à leurs prétentions sur le Texas²²⁰.

En juin 1823, il revient à New York, mais nécessiteux de palier les difficultés économiques, Friendship Hill appelle son retour en automne de la même année²²¹. A l'abri des sollicitudes politiques, il se complaît dans la tranquillité. Les visiteurs se font rares, à l'exception notable du Marquis de La Fayette qui lui fera l'honneur d'une visite en 1825²²² (seul véritable évènement marquant dans le calme rural). Mais la quiétude de Friendship Hill tourne plus rapidement que prévu en langueur éreintante et les Gallatin décident alors de s'établir à Baltimore en octobre 1825 pour mettre fin à l'ennui devenu inextinguible. Trop coûteuse parce que trop grande, Friendship Hill tourne au gouffre financier. Acculé par un amas de dettes, Gallatin n'a d'autre option que de se résoudre à vendre en 1832 à un autre Suisse, Albin Mellier. Pressenti aux élections de 1824 par le parti démocrate-républicain comme candidat à la vice-présidence, paré du colistier de Harris Crawford, il hésite à briguer l'investiture, mais en raison de son origine suisse²²³, se retire finalement en faveur de Henry

219 achat de la Floride par John Quincy Adams avec l'Espagne février 1819 (5 millions), et les deux pays se mettent d'accord sur la frontière Ouest, Missouri et Oregon. Quant à la ratification du traité AG to Quincy Adams, 24th May 1819 Gallatin clarifie son sentiment que le gouvernement précipiter dans l'annexion de la Floride.

220 SCHOELL, Franck L., *op. cit.*, p. 149-150.

221 DUNGAN, Nicholas, *op. cit.*, p. 136.

222 AITKEN, Thomas, *op. cit.*, p. 159; *Speech at the Reception of La Fayette at Uniontown*, 26th May 1825, Printed in the National Intelligencer for 11th June 1825.

223 AG to Hannah Nicholson, 24th January 1824.

Clay, avant que ce dernier ne soit distancié par Andrew Jackson²²⁴, mais qui, privé de la majorité des délégués, contraindra le Congrès à jeter son dévolu sur John Quincy Adams. Puis en novembre 1825, il décline l'offre du Président John Quincy Adams de devenir Ministre américain au Congrès Inter-Américain en raison de son insuffisante connaissance des pays d'Amérique latine²²⁵.

Privilégiant désormais l'ethnographie, Albert Gallatin refuse toutes nouvelles sollicitations à caractère politique, excepté une requête dans la diplomatie où le Président Adams l'enverra ministre américain à Londres (Cour Saint-James) au courant de l'année (septembre) 1826 afin d'y présenter au roi George IV ses lettres de créance²²⁶. Le 6 août 1827, il obtient la conclusion d'un traité assurant la continuité des échanges commerciaux et ambitionne par ailleurs la négociation d'un accord territorial avec la Grande-Bretagne sur le territoire de l'Oregon²²⁷ (qui recoupe les Etats de Washington, Oregon, Idaho et du Montana) où les Anglais demeuraient souverains des suites de la guerre de 1812, sans que ses efforts n'aboutissent à quelque chose de tangible²²⁸. Le 7 août 1826,

224 Gallatin ne se prive pas de faire valoir sa désapprobation à l'égard de Jackson qu'il considère comme dangereux pour la démocratie, bien que celui-ci jouisse d'un considérable socle de popularité. Jackson est selon lui plus enclin à promouvoir la gloire militaire qu'à veiller au respect des libertés individuelles; AG to Stevenson, 2nd October 1824; AG to Walter Lowris, 22th May 1824.

225 DUNGAN, Nicholas, *op. cit.*, p. 141.

226 Il résume sa délicate mission dans une lettre à Henry Clay le 22 septembre 1826 ainsi qu'à son fils (AG to son James Gallatin, 13th January 1827). Pour lui, les Etats-Unis pêchent dans la préparation autant que dans le nombre. Une longue lettre de John Quincy Adams (to AG, 20th March 1827) confortera Gallatin dans cette idée, et Adams lui renouèla sa confiance; *Correspondence while Minister to England in 1826-1827*, State Papers, Foreign Relations, vol. VI, pp. 249-256, 346-355, 639-706, 768-772, 965-984.

227 Il rejoint Rufus King, alors ministre en Grande-Bretagne, mais c'est George Canning qui est l'un des adversaires principaux de Gallatin. Il present alors rapidement l'objectif dissimulé de Canning, à savoir l'expansion de l'empire britannique à travers l'Hudson Bay pour s'assurer d'un quasi-monopole sur le commerce.

228 En dépit de l'homologation contractuelle qui lie les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, l'animosité entre les deux nations ne s'effrite pas. A dire vrai, la flamme de la discorde est encore vive, au point que certains augurent une troisième guerre qui sera esquivée de justesse.

il débarque à Londres, convaincu que le regard des Anglais sur l'Amérique avait changé et se déclare confiant d'une résolution à l'amiable²²⁹ : « The renewal convention lessened British-American tensions in the territory, and the two countries finally reached peaceful agreement on the Oregon-Canada boundary in 1846 ». Le Traité de 1847 arrête finalement la frontière au 49° parallèle.

En dernier lieu, il aura tâche de préciser une ligne de partage entre le Nouveau-Brunswick et le Maine, qui acte la fin de son engagement politique (même si la problématique trouvera son épilogue dans les années 1840). Mais éprouvé par la grisaille anglaise, il rembarque définitivement l'année suivante pour les Etats-Unis où New York officialisera son dernier lieu de transit. La carrière politique et diplomatique passée, c'est à sa famille qu'il voue dorénavant son attention, et son souci véritable consiste à ne pas laisser ses enfants, plus particulièrement ses fils (James et Albert Rolaz) sans subsistances. Figurant au rang de dernier périple, New York grouille sous la profusion de projets ; sorte de chantier perpétuel qui coagule un foisonnement constant d'investissements (un gigantesque apport de population propulse la cité américaine au deuxième rang des villes commerciales, juste derrière la capitale anglaise). Les infrastructures grossissent, les commerces se multiplient, les transactions fourmillent. Post-politique, il est enrôlé sous la bannière de l'intellectuel public, ou « elder voice of reason²³⁰ » comme le souligne Dungan. Là, il

229 AG to Henry Clay, 22th September 1826. Au moment où il quitte Londres en 1827, son accomplissement est considérable, bien que la question puisse sembler moindre. La tension entre les deux gouvernements s'est en effet manifestement réduite (les Etats-Unis n'ont d'ailleurs perdu aucun avantage à l'Oregon). Gallatin publie « The Oregon Question », pamphlet dans lequel il assure que ni les Etats-Unis ni l'Angleterre ne peuvent prétendre une légitime revendication sur le territoire de l'Oregon. Courageux par son écrit, il s'inscrit à contrecourant des nationalismes ardents ou expansionnistes et eu le mérite d'apaiser les ardeurs des deux côtés de l'Atlantique. Voir MERCK, Frederick, *Albert Gallatin and the Oregon Problem : A Study in Anglo-American Diplomacy*, Cambridge, Harvard University Press, 1950 p. 102.

230 DUNGAN, Nicholas, *op. cit.*, p. 2.

publie notamment un essai²³¹ qui comme l'un des premiers économistes de son époque, et servir entre autres à l'explicitation de la crise de 1837²³². A New York, son esprit n'en finit pas de tournoyer et trouve dans l'ethnologie une dernière pierre d'achoppement à laquelle il s'agrippe avec ferveur. En 1831, il se spécialiste dans la culture et les langues amérindiennes et publie en 1836 un atlas²³³ dont la résonance, en plus de contrecarrer les théories du polygéniste suisse Jean-Louis Rodolph Agassiz, confnera à l'ériger, aux dires de certains du moins²³⁴, en père de l'ethnologie américaine (ses écrits marqueront notamment des auteurs comme E. George Squier, Lewis Henry Morgan ou encore John Wesley Powell²³⁵). Atlas qui par ailleurs comporte en outre la première carte linguistique du continent aux caractères topographiques. Deux autres ouvrages suivront, l'un en 1845 et l'autre en 1848²³⁶. Si l'engagement politique est aux yeux de Gallatin un devoir de citoyen, l'ethnologie est une passion qui prendra les allures d'une authentique vocation. Pour Louis Necker, cette passion émerge tout droit de sa méticulosité, autre trait

231 *Considerations on the Currency and Banking System of the United States*, First printed in the American Quarterly Review of December, 1830. Reprinted, with additions, in Carey & Lea, Philadelphia, 1831 et dans lequel il se dit favorable à la Banque nationale. Biddle's publicists le réimprimera en tant que pamphlet qui s'attira une grande distribution (in *Writings of Albert Gallatin*, vol. III, pp. 231-364).

232 STEVENS, Austin, *op. cit.*, p. 325.

233 *A synopsis of the Indian Tribes within the United States East of the Rocky Mountains, and in the British and Russian Possessions in North America*, in American Antiquarian Society of Worcester, Massachusetts, Cambridge, 1836, Pp. 422; Atlas publié dans l'American Antiquarian Society et qui traite de l'historiographie de pas moins 81 tribus (essai de classification) et analyse des langues en tables accompagnées d'une liste grammaticale et de cartes. Edward Everett Hale loue à ce titre la portée de son ouvrage, voir WALTERS, Raymond Jr., *op. cit.*, p. 353.

234 ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 644; POWELL, John Wesley, *Indian linguistic families of America, North of Mexico*, Seventh annual report of the bureau of ethnology to the secretary of the Smithsonian institution 1885-1886, Washington, 1891, p. 9. Voir également l'article de BIEDER, Robert E., *Albert Gallatin and the survival of enlightenment thought in nineteenth century American anthropology*, in Thoresen Timothy H., 1975, pp. 91-98; STEVENS, John Austin, *op. cit.*, p. 380.

235 WALTERS, Raymond Jr., *op. cit.*, p. 354.

236 *Notes on the semi-civilized nations of Mexico, Yucatan, and Central America*, New York, Transactions of the American ethnological society, 1845, 352 pp.; *Introduction; Halle's Indians of North America, and vocabularies of North America*, New York, Transactions of the American ethnological society, 1848.

d'un patrimoine aux accents éminemment suisses, autant que de l'influence des Lumières et du calvinisme²³⁷. D'un mot, son travail argue en faveur d'un courant évolutionniste qui table sur le mouvement linéaire et continu de l'idée de civilisation²³⁸ (mouvement qui traversera le XIX^e pour trouver son acmé au XX^e siècle), consacrant, à la suite de Knox et Jefferson, la possibilité d'une universalisation d'un mode de vie et de pensée qui conforme la variété des cultures à une acception unique d'humanité²³⁹. Pour Gallatin, il ne saurait exister deux types d'Américains. Au fond, il oppose un démenti formel à la posture d'Agassiz qui refuse aux Indiens l'accès à cette même idée d'humanité. Et le maniement du verbe équivaut pour Gallatin à l'aveu irréfutable d'une aptitude certaine à « s'élever au-dessus de sa condition », pour parler comme Kant. En somme, être Indien, ce n'est pas une détermination irréversible, rétorque Gallatin, c'est une parcelle d'absolu. Or, et c'est ici tout le paradoxe, au moment même où les études scientifiques ont commencé (1830) à explorer les populations indigènes d'Amérique, les Etats-Unis se sont engagés dans un processus mortifère visant l'expulsion de cette même population, connu sous l'expression de « Trail of tears²⁴⁰ ». En guise de réaction émerge un nationalisme qui n'aura d'autres conséquences que de pousser à davantage d'isolement. Et nulle trace, fait aussi étrange qu'inexpliqué, chez ses biographes, qui tairont un tel épisode. Sur le point de devenir

237 NECKER, Louis, *op. cit.*, p. 24.

238 Il est à ses yeux un devoir moral de civilisation fait à l'Amérique d'assurer un accès à tous anticipant sur ce point les thèses de Helen Hunt Jackson (*A Century of Dishonor*, 1821). Voir aussi BIEDER, Robert E., *Science Encounters the Indian, 1820-1880, The Early Years of American Ethnology*, Norman, University of Oklahoma Press, 1986, p. 27-33.

239 Il tient des Lumières l'assurance que le langage est une potentielle aptitude à la rationalité et que dès lors les « native cultures » sont dignes de s'intégrer dans la nouvelle réalité dessinée par les Européens, bref que tous les peuples sont adaptables, et que ni la race ni la position géographique n'est déterminante dans le processus du développement humain.

240 Bien que celle-ci ne fut officiellement jamais déclarée, la guerre contre les peuples amérindiens débute en 1787 (ordonnance du Nord-ouest). Puis, sous la pression de l'*Indian Removal Act* (voté par le Congrès en 1830, mais finalement invalidée par la Cour suprême), les massacres se perpétuent de 1831 à 1836.

l'une des plus imposantes fortunes d'Amérique, son ami John Jacob Astor approche Gallatin en 1831 dans l'idée de lui proposer d'accéder au statut de Président de la Banque nationale de New York à 70 ans²⁴¹. Puis cette année 1831, se tient à Philadelphie une convention de free-traders avec un comité dont il est élu « chairman »²⁴².

Persuadé que du savoir germera l'accomplissement démocratique, celui-ci doit donc impérativement transiter par la culture pour tous, c'est-à-dire par le souci d'une instruction obligatoire et gratuite. L'ignorance, c'est le terreau de toutes les haines, « un crime²⁴³ », dira même Horace Mann, alors secrétaire du Board of Education du Massachusetts. Gallatin perçoit dès lors le système éducatif comme un gage d'avenir²⁴⁴, tout en jugeant les présentes institutions inaptes à pourvoir sciemment à une telle ambition, les grandes écoles se comptant en effet à l'unité à New York (Columbia College). Le retraité politique se lance dans une réforme institutionnelle au caractère pédagogique et émet l'idée d'une institution « Gallatin », vœu qui se réalisera avec la création de l'Université de New York en 1832 (après avoir collecté des fonds des milieux d'affaires), adossée à une conception rationnelle et tournée vers une approche davantage laïque et ouverte sur les savoirs scientifiques, jusqu'à inscrire l'apprentissage du grec et du latin entre parenthèse (idée qu'il emprunte au King's College de Londres, novateur dans l'art de la transmission). L'éducation est susceptible selon lui d'assurer la propagation de l'idée démocratique, suivant l'exemple de Jefferson et ses propositions d'implanter des institutions en Virginie²⁴⁵. Partant, la culture doit constituer le viatique de la civilité, ce précisément par le truchement d'un organisme non confes-

241 Gallatin fournit d'ailleurs une partie du capital de la nouvelle banque. En 1865, la banque sera mutée en « Gallatin Bank » et rebaptisée en 1912 en JP Morgan Chase Bank. En 1822, Astor lui propose la Présidence de la Seconde banque des États-Unis mais il refuse provoquant la colère d'Astor (John Astor to AG, 18th October 1822).

242 DUNGAN, Nicholas, *op. cit.*, p. 157.

243 SCHOELL, Frank L., *op. cit.*, p. 164.

244 KUPPENHEIMER, Louis B., *op. cit.*, p. 254.

245 AG to Thomas Jefferson.

sionnel. Mais dans l'impossibilité de réconcilier les antagonismes sur fond de controverse religieuse qui l'oppose aux membres du conseil d'administration, il démissionne sous prétexte de santé. Ainsi, même New York n'est pas insurmontable, et même retiré de la vie politique, il prête une attention soutenue aux questions financières et monétaires en prônant coûte que coûte le maintien à flot de la Seconde banque des Etats-Unis²⁴⁶, constitutif selon lui d'un véritable garde-fou en cas de crise. L'autre dé-mêlé qui occupe Gallatin porte sur le renouvellement de la Charte de la Banque des Etats-Unis dont l'expiration pressait. Cette question avait, il est vrai, tracassé l'Union dès ses premiers balbutiements puisqu'elle était impérativement liée à la répartition des pouvoirs entre Fédération et Etats.

Gallatin joue un rôle central dans l'explicitation des tourments économiques de l'année 1837/1838²⁴⁷, et réaffirme les thèses de libre-échange, puis un an plus tard, il démissionne de la présidence de la Banque nationale de New York. Il se décrit dans son ouvrage, *Considerations on the Currency and Banking System of the United States*, comme « ultramétalliste » (« ultra-bullionist »), puisque le paiement en espèce est pour lui la condi-

246 Roger Brooke Taney (un des successeurs de Gallatin) retire en septembre 1833 les fonds de la Banque des Etats-Unis pour mieux les disséminer dans les caisses de banques d'Etat. Or l'émission massive des papiers-monnaies s'avère un facteur d'alourdissement accentuant une tendance à l'éclatement (inflation galopante, monnaie de l'inflation, spéculation des terres). Sourde à toute continuité, Jackson, pourtant loin d'être un économiste rompu, s'oppose en 1833 aux conditions de prorogation. Convaincu que la seule monnaie digne d'estime est l'or, le Président voit dans la variété de banques un moyen de favoriser la spéculation en tolérant massivement l'émission de billets et juge plus opportun un transfert du dépôt à des banques choisies (« pet banks »). La mesure engendrera, comme par mimétisme (1832-33 crise de la nullification), une crise aux conséquences analogues à celle de l'année 1819. Les années 1819-1822 n'échappent pas à la déflagration économique et à la hausse du chômage, finalement clôturée par la faillite et la déperdition des billets. La protestation gronde rapidement à l'encontre du gouvernement fédéral, des centres urbains jusque dans les fermes recluses du Sud, la politique de Jackson s'attire le discrédit. En 1837, Jackson refuse à la Seconde banque son renouvellement, s'ensuit alors une pléthore de nouvelles banques, et en mars de la même année, surgit la panique bancaire provoquée par la pluralité d'institutions (pléthore de liquidités).

247 DUNGAN, Nicholas, *op. cit.*, p. 162.

tion essentielle d'un système monétaire sain. Il devient, bon gré mal gré, l'un des plus éminents commentateurs de la crise, luttant simultanément contre l'idée d'un protectionnisme, toujours selon lui porteur de malheur, et prône les vertus du libre-échange (il écrit un mémoire de libre-échange qui lui vaut d'être violemment pris à parti par les nationalistes et notamment Clay²⁴⁸). En 1840, il publie un imposant papier dans lequel il réaffirme son argument de 1830 sur la frontière, cartes à l'appui²⁴⁹. En 1842, il fonde et devient concurremment Président de la Société américaine d'ethnologie. Gallatin n'en finit pas d'attirer les requêtes et c'est une autre présidence qui se propose à lui : la Société d'Histoire de la ville de New York en 1843. Enfin la guerre du Mexique sonne comme la dernière incartade au credo financier de Gallatin. L'ardeur expansionniste ne désemplit pas, le Congrès se résout à annexer le Texas et prépare par voie de conséquence les hostilités avec le Mexique en 1845²⁵⁰. Il faut prendre des terres au Mexique qui se refuse de vendre. « Les responsables politiques sont en particulier convaincus de l'intérêt stratégique et commercial d'avoir des ports établis sur la côte Ouest, dans la concurrence avec la Grande-Bretagne pour le marché asiatique²⁵¹ ». Ainsi le Président James Polk annonce au Congrès la suspension de la doctrine Monroe en actionnant le feu des suites d'un incident provoqué à la frontière où les troupes américaines étaient postées, et gagnent la moitié du territoire Mexique²⁵². Mais Gallatin ne cède rien à ses premières convictions et défend vigoureusement les vertus de la négociation autant que le respect du

248 ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 641.

249 *The Right of the United States of America to the North-Eastern Boundary claimed by them, principally extracted from the Statements laid before the King of the Netherlands*, New York, 1840.

250 D'abord province de l'Empire espagnol puis du Mexique qui déclare son indépendance en 1823, la province du Texas est peuplée de 20'000 Américains qui ne tardèrent pas à exposer leurs griefs d'Indépendance en 1835 en votant son rattachement à l'Union. Certes Jackson reconnaîtra l'indépendance de cette nouvelle république (Constitution et drapeau à l'appui), mais le Sénat repousse à 1845 l'appartenance américaine.

251 DURPAIRE, François, *op. cit.*, p. 43.

252 Déclarée le 13 mai 1846 pour prendre fin en février 1858, 12'000 Américains feraient pour s'emparer de la capitale, Mexico. Le Traité de Guadalupe Hidalgo

droit international. Malgré les vents contraires, il prononce un discours contre l'opinion régnante et publiera un essai²⁵³ dans lequel il exhorte la démocratie en Amérique à ne jamais s'avilir aux errements pulsionnels de la guerre²⁵⁴.

En 1845, il publie toujours sur l'ethnologie²⁵⁵ et en janvier 1846, « the National Intelligencer » imprime des passages intitulés « Letters of Albert Gallatin on the Oregon Question²⁵⁶ ». En 1848, il prépare un livre intitulé « War Expenses²⁵⁷ » et publie la même année un essai intitulé « Hale's Indians of North West America, and Vocabularies of North America²⁵⁸ ».

*

Au long d'une carrière richement construite, c'est la souplesse de son jugement, c'est-à-dire l'alliance de la perspicacité et du pragmatisme qui frappe. Muni d'un professionnalisme viscéral, il aura su imprégner, non tant par l'imposante ostentation de son charisme – tant il est vrai un tel exercice semble réservé à l'usage des Présidents – mais par son aptitude à la gestion, à savoir l'attachement affiché à une rigueur budgétaire qui ne

(2 février 1848) sonnera la capitulation du Mexique qui vend l'Utah, l'Arizona, le Nouveau-Mexique, le Colorado et le Wyoming.

253 Peace with Mexico, New York, Bartlett & Welford, 1847. Philip Home, ancien maire de New York, écrivait à propos de son essai concernant l'annexion du Texas : « The best, the clearest and the soundest which [...] been presented to the American people on this exciting subject », WALTERS, Raymond Jr., *op. cit.*, p. 377.

254 Il rejoint en 1844 une assemblée de protestation contre l'annexion du Texas et en avril de cette même année préside un meeting de protestation qui en même temps dénonce les progrès de l'esclavage.

255 DUNGAN, Nicholas, *op. cit.*, p. 166; *Notes on the Semi-Civilized Nations of Mexico, Yucatan, and Central America*. Printed in the Transactions of the American Ethnological Society, vol. I, New York, 1845, Pp. 352.

256 Il publie une série d'articles dans the National Intelligencer (in *Writings of Albert Gallatin*, vol. III, p. 622) qui affermit au passage un peu plus sa stature et « was regarded as one of the most acute and effective statesman on either side of the Atlantic », KUPPENHEIMER, Louis B., *op. cit.*, p 247.

257 *War Expenses*, New York, Bartlett & Welford, 1848, Pp. 22.

258 *Hale's Indians of North West America and Vocabularies of North Ethnological Society*, vol. II, New York, 1848, Pp. 180.

préoccupait guère les Pères de la nation. Avatar ultime de la planification politique, les finances doivent dès lors mener à l'accalmie (« Who holds the purse holds the power »).

S'il a brassé des thèmes alors incontournables (politique, finance, diplomatie, éducation, ethnologie), la gestion des finances constitue à coup sûr la trame de son engagement politique. Pour Gallatin, l'endettement n'est au mieux rien d'autre qu'une faute politique, au pire une preuve d'immoralité que d'y souscrire. Serti à l'idée selon laquelle la dette publique transporte le malheur, Gallatin s'est imparablement investi à sa résorption. Cette révolusion à l'égard de la dette prend à vrai dire une tournure morale en ce qu'il considère l'endettement ni plus ni moins l'expression d'un asservissement personnel; et c'est ce même souci de stabilité financière qui relie en outre Jefferson et Gallatin²⁵⁹.

Il serait pourtant réducteur de le catégoriser au rang de technocrate viscéral, car il est, du fait même de son origine genevoise un produit des Lumières et un « démocrate par conviction²⁶⁰ », dans toute la dualité que le mot renferme, c'est-à-dire tout à la fois structurellement (principe de la séparation des pouvoirs et suffrage universel notamment) et substantiellement (rejet de l'esclavage...). Ainsi témoigne-t-il d'un pacifisme réel dans sa guerre contre le Texas, puisque la paix qu'il défend, c'est encore la promesse d'assoir le mouvement démocratique. Par là, il éprouve sa foi en un ordre international pacifique fondé sur le droit, au point de se définir comme « ministre de la paix²⁶¹ », ou pour le dire synthétiquement : « Throughout his political life, Albert Gallatin hold a clear and consistent vision of democratic republicanism as the most enlightened form of go-

259 ELKINS, Stanley and Mc KITRICK Eric, *The Age of Federalism*, Oxford, Oxford University Press, 1993, pp. 4-29.

260 AG to Louis Pictet, 23th October 1842, confiance en la nouvelle Constitution de Genève et pour lui « l'esprit du siècle » ne peut se défaire des avancées démocratiques.

261 « Minister of peace », in AG to Ashburton, 20th April 1842.

vernment ever devised for the preservation of individual freedom²⁶²». Animé d'une double allégeance républicaine et libérale²⁶³, il défendra les vertus de la démocratie représentative aussi bien que le principe de séparation des pouvoirs. La paix signée avec l'Angleterre à Gand lui fait par ailleurs intégrer l'idée que les nations sont susceptibles de devenir de possibles partenaires sans demeurer de machinaux opposants : « Gallatin envisioned a world of free trade in which everyone's interest was best served, both politically and economically, through friendly competition and cooperation²⁶⁴ ». Son art consommé du compromis²⁶⁵, autant que son esprit de négociateur sont à tous égards une réminiscence de l'esprit de Genève²⁶⁶.

Pourtant les opinions de l'ancien trésorier sont minoritaires au sein de la population, le sentiment national l'emportant plus aisément sur la pondération des arguments. Autrement dit, pour Gallatin, la démocratie ne peut s'exempter de la promesse de paix. Et pour lui, être républicain, c'est couvrir de la foi politique la défense des libertés. Si l'esclavage ne hante pas encore obsessionnellement la vie politique américaine, en fidèle de Jefferson, il se rangera tout naturellement dans le camp des abolitionnistes²⁶⁷. Gallatin achètera certes une esclave (Charlotte Smith en 1824) mais qui obtiendra sa liberté quelques années plus tard²⁶⁸.

262 KUPPENHEIMER, Louis B., *op. cit.*, p. 58.

263 STEVENS, John Austin, *op. cit.*, p. 389.

264 KUPPENHEIMER, Louis B., *op. cit.*, p. 261.

265 « Course of moderation », in CAHIA-RIEDL, Markus Claudius, *Albert Gallatin and the Politics of the New Nation*, Berkeley, University of California, 1998, p. 12.

266 DUNGAN, Nicholas, *op. cit.*, p. 98.

267 Relevons tout de même que l'Amérique de Jefferson comporte en 1780 des Noirs libres comparativement à l'Amérique prérévolutionnaire. Pour exemple, la traite est interdite par le Delaware en 1776, la Virginie en 1778, la Pennsylvanie en 1780, Connecticut et le Rhode Island 1784.

268 En outre, un « certificate » daté du 25 mars 1793 atteste qu'il est « member of the Pennsylvania Society for promoting the abolition of slavery, the relief of free negroes unlawfully held in bondage, and for improving the condition of the American race », et c'est au cours d'une reunion qu'il affirme ceci : « slavery is inconsistent with every principle of humanity, justice, and right, and repugnant of the spirit and express letter of the constitution of the Commonwealth », 22 mars 1793 ; ADAMS, Henry,

A travers sa vision de l'éthologie, deux constances irriguent en somme son parcours, la maximisation de la liberté individuelle et le droit reconnu au peuple de se déterminer librement : « Gallatin's most essential and motivating belief was that people, free to govern themselves, were capable of living up the high expectations proclaimed by the Enlightenment²⁶⁹ ».

Personnalité hétéroclite au service du bien commun, sorte de prophète argentier, « aucun homme n'a mérité autant le qualificatif de travailleur méthodologique²⁷⁰ », dira Stevens. Européen dans la méthode, américain dans la conquête²⁷¹, Gallatin, « ce rayon de gloire genevoise qui traversa l'Atlantique²⁷² », selon l'élégante formule de Borgeaud, a pilonné, avec une hardiesse magistrale, l'entier du budget fédéral américain, scrutant chaque problème avec un intarissable sens du travail. Son parcours politique aura réussi ce formidable alliage : la conjonction de la rigueur au service de la grandeur. S'il a servi tout le mandat de Jefferson, sa contribution sous le règne de Madison fut moins envoûtante et ses analyses économiques restent peu dicibles dans les pays dans lesquels il fut habilité en tant qu'ambassadeur.

Par ailleurs, sa discrétion autant que ses domaines de spécialisation, perçus comme essentiellement abstraits pour une bonne partie des citoyens américains expliquent sa part d'oubli dans la conscience politique de l'Amérique. Singularité comportementale que relève Adams en ces termes : « an absence of nervous restlessness, mental or physical, unusual in American politicians²⁷³ ». Doué d'un esprit analytique l'éloignant de

op. cit., p. 86; AITKEN, Thomas, *op. cit.*, p. 48. Le traité de Gand confirme son rejet de l'esclavage, O'BRIEN, Dennis H., *op. cit.*, p. 189.

269 KUPPENHEIMER, Louis B., *op. cit.*, p. 262.

270 STEVENS, John Austin, *op. cit.*, p. 188.

271 DUNGAN, Nicholas, *op. cit.*, p. 168.

272 BERGEAUD, Charles, *op. cit.*, t. I, p. 612.

273 ADAMS, Henry, *op. cit.*, p. 301.

tout épanchement passionnel, sa capacité à conceptualiser rend ainsi difficile de relayer ses accomplissements à la grande marche de l'Histoire.